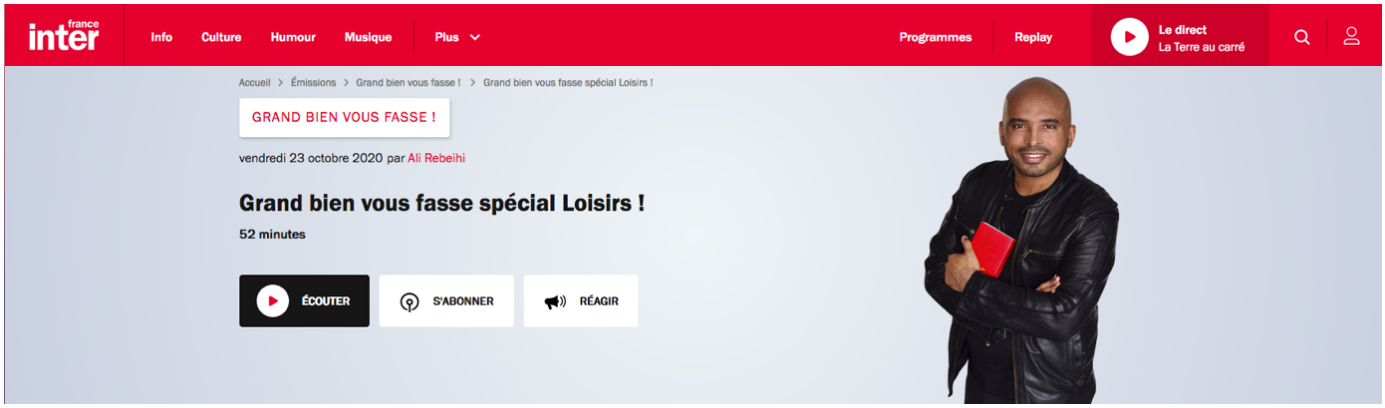
ZULMA
ESSAIS

L'ÂGE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE

SHOSHANA ZUBOFF

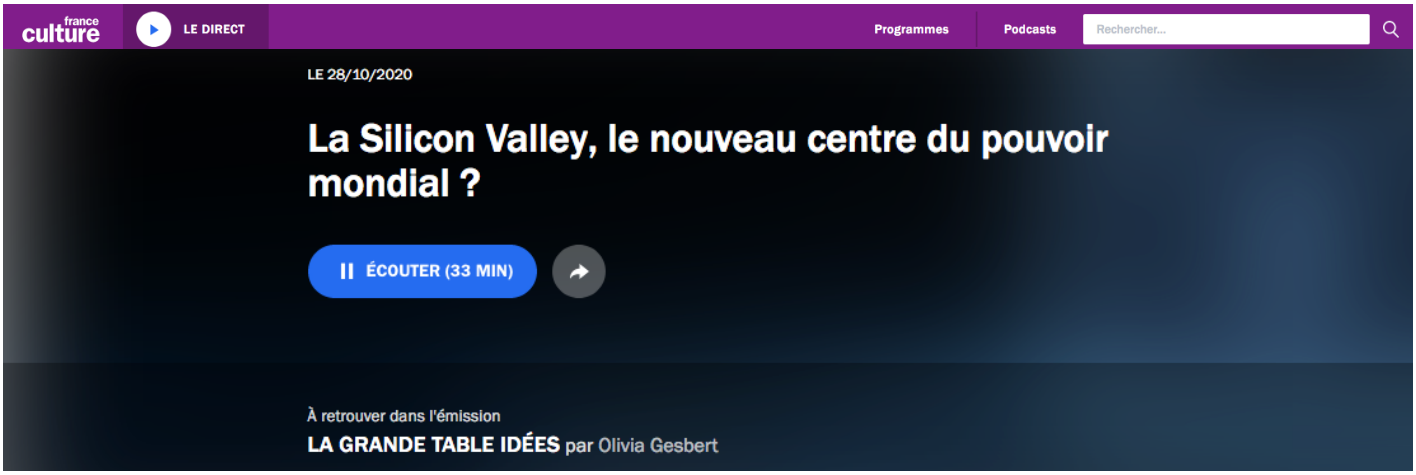
Sur les ondes :

- « Grand bien vous fasse special Loisirs ! », Julien Bisson, France Inter, *L'Âge du capitalisme de surveillance* (diffusion le 23 octobre 2020) : https://www.franceinter.fr/emissions/grand-bien-vous-fasse/grand-bien-vous-fasse-23-octobre-2020



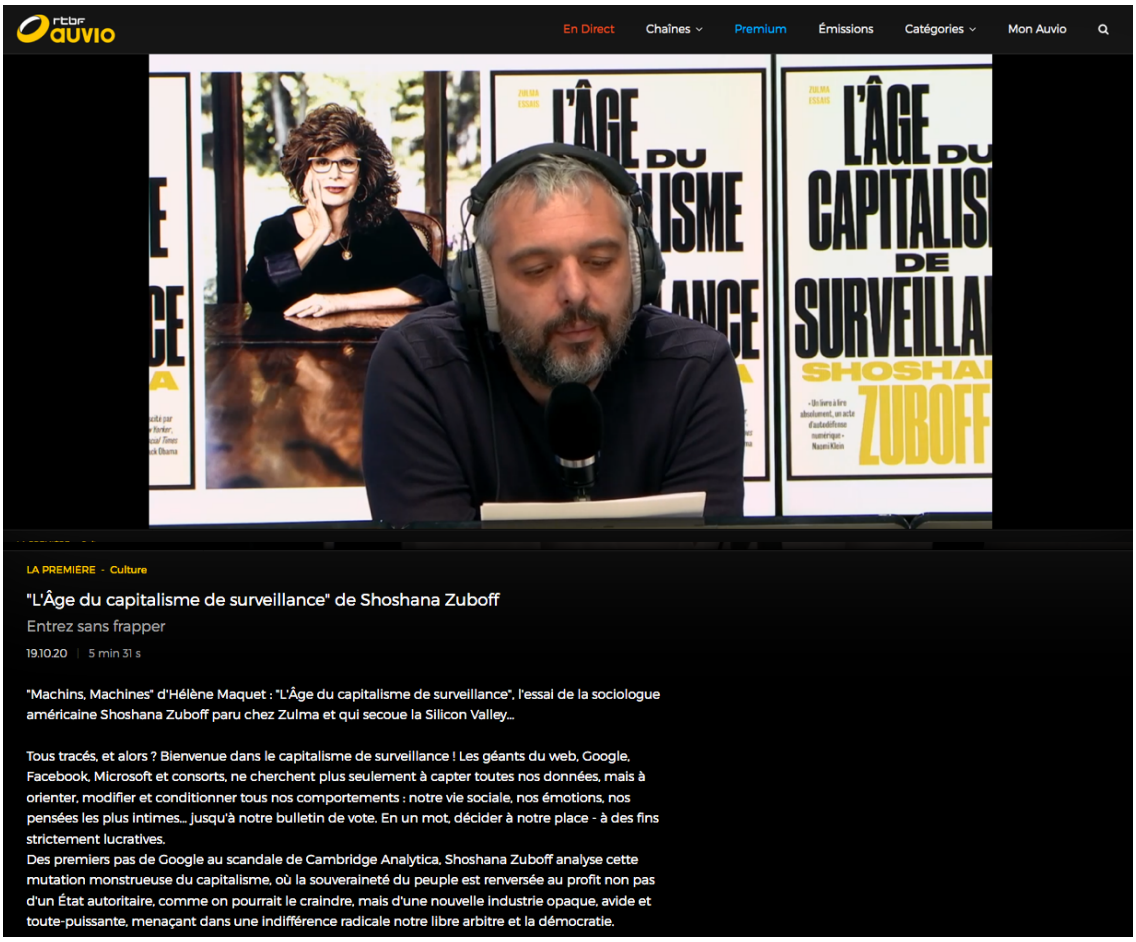
Notre camarade **Julien Bisson** évoquera un livre qui fait du bien à nos neurones, "L'âge du capitalisme de surveillance" (éditions Zulma) de la sociologue Shoshana Zuboff.

- « La Grande Table idées », Olivia Gesbert, France Culture, « La Silicon Valley, le nouveau centre du pouvoir mondial ? » (diffusion le 26 octobre 2020) : https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-idees/la-silicon-valley-le-nouveau-centre-du-pouvoir-mondial



Le capitalisme de surveillance, un système ubiquitaire qui pénètre jusque dans nos maisons -, de la montre au frigo connectés - pour influencer nos comportements. On en parle avec Shoshana Zuboff, auteure de "L'Âge du capitalisme de surveillance" (Zulma, 2020).

- « Entrez sans frapper », RTBF, « *L'Âge du capitalisme de surveillance* de Shoshana Zuboff » (diffusion le 19 octobre 2020) : https://www.rtbf.be/auvio/detail_l-age-du-capitalisme-de-surveillance-de-shoshanazuboff?id=2693336



« C'est l'essai le plus important publié sur les civilisations numériques et sur les risques que celles-ci font courir à nos sociétés. » Julien Bisson — France Inter, *Grand bien vous fasse !*

« Un livre visionnaire ! » Hélène Maquet — Machins, Machines, *RTBF, Entrez sans frapper*

« Un essai remarquable ! » Olivia Gesbert — France Culture, *La Grande Table Idées*

« Une enquête historique haletante et qui était depuis longtemps nécessaire. » Marc-Olivier Bherer, *Le Monde*

« On peut le dire : c'est un grand livre. Un de ces livres qui posent un jalon, un livre à partir duquel on peut discuter, un livre qui donne de notre monde une idée qu'on ne s'était pas exprimée aussi clairement jusque-là. » Xavier de la Porte, *L'Obs*

« *L'Âge du capitalisme de surveillance* s'impose comme une arme de contestation massive face aux géants de la tech. » Benjamin Ferran et Chloé Woitier, *Le Figaro*

« Une fresque haletante et terrifiante dont on sort sonné. » Juliette Cerf, *Télérama*

« L'ouvrage de Shoshana Zuboff éclaire de façon inédite et inquiétante les stratégies des géants du Net, Google et Facebook en tête. » Benoît Georges, *Les Échos*

« Un véritable thriller : celui de la chute de la possibilité de l'expérience humaine. » *Focus Vif*

« Shoshana Zuboff s'impose comme une référence en définissant avec hauteur de vue le modèle économique des géants du Net. » Benoit Berthelot, *Capital*

« La cruelle réalité des Gafam décrite par Shoshana Zuboff. » Jean-François Paillard, *Lire - Magazine Littéraire*

« Un opportun manuel de résistance », Olivier Tesquet, *Télérama*

« Shoshana Zuboff livre sans doute l'ouvrage le plus abouti jamais écrit sur les Gafam », Philippe Cochereau, *Ouest France*

« Shoshana Zuboff nous offre une arme de résistance pour décoder les renoncements collectifs que, sans bruit, les géants du numérique nous imposent sous couvert d'inévitabilité du progrès technologique. » Youness Bousenna, *Socialter*

« *L'Âge du capitalisme de surveillance* est un essai fondamental et une lecture absolument incontournable. » Santiago Artozqui, *En attendant Nadeau*

« Imposant », *Le Canard enchaîné*

« Il faut considérer le capitalisme de surveillance comme une force sociale profondément antidémocratique. » Shoshana Zuboff pour *Le 1*

« Voici donc mon appel à agir pour les législateurs, pour les citoyens, pour tous ceux qui se soucient de l'avenir de la démocratie : nous devons élaborer un modèle d'avenir numérique qui soit conforme à nos aspirations en tant que démocraties libérales. » Entretien avec Shoshana Zuboff, Yves Citton, *AOC*

« Une enquête vertigineuse. » *Philosophie Magazine*

« Shoshana Zuboff déploie une cartographie précise de ce monde nouveau. » Thierry Raboud, *La Liberté*

« Il se pourrait bien que dans l'avenir […] les agissements criminels dénoncés dans cet ouvrage justifient l'ouverture d'une instruction menant à un procès d'envergure planétaire ! », *S!lence*

« Le livre de Shoshana Zuboff est proprement sidérant »,Christine Marcandier, *Diacritik*

Le Monde

Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 269584

Date : 27 novembre 2020
Page de l'article : p.31
Journaliste : MARC-OLIVIER BHERER

IDÉES

Tous droits réservés à l'éditeur

Le Monde
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 269584

Date : 27 novembre 2020
Page de l'article : p.31
Journaliste : MARC-OLIVIER BHERER

Shoshana Zuboff

« Larry Page, cofondateur de Google, a découvert le capitalisme de surveillance »

L'universitaire américaine montre, à la suite de son dernier essai, comment Google et consorts ont fait de nos « informations personnelles » la marchandise suprême et bâti des empires sur leur collecte et leur commerce

ENTRETIEN

Tous droits réservés à l'éditeur

Le Monde
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 269584

Date : 27 novembre 2020
Page de l'article : p.31
Journaliste : MARC-OLIVIER BHERER

Si chères habitudes

Le modèle économique de référence en ligne pour monétiser chacune de nos interactions avec des outils numériques a émergé au tournant des années 2000. Google est l'entreprise pionnière en la matière, celle qui a défini la méthode, aujourd'hui universelle, pour extraire de nos habitudes un champ de données revendues aux publicitaires. Dans les pages remarquables de *L'Age du capitalisme de surveillance*, une enquête historique haletante et qui était depuis longtemps nécessaire, Shoshana Zuboff montre comment la liberté d'expression, l'une des valeurs les plus chères à la démocratie, a été dévoyée par les géants du Web afin d'échapper à tout contrôle de l'Etat. Le premier amendement à la Constitution américaine est ici le texte qui sert de paravent à la cupidité et à un projet visant à nous épier sans cesse et sans vergogne.

L'AGE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE
de Shoshana Zuboff, traduit de l'anglais par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel
Zulma, 864 pages, 26,50 euros

Professeure émérite à la Harvard Business School, Shoshana Zuboff a étudié l'essor du capitalisme numérique, la transformation du travail et de la société de consommation qu'a entraînée cette révolution. Elle vient de faire paraître *L'Age du capitalisme de surveillance* (Zulma, traduit de l'anglais par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, 864 pages, 26,50 euros).

Comment est apparu ce que vous appelez le capitalisme de surveillance ?

Le capitalisme évolue en intégrant au marché des choses qui lui étaient jusque-là étrangères. Une fois transformées, ces choses deviennent des marchandises que l'on peut vendre. Au XIXe siècle, par exemple, le capitalisme s'est intéressé à la nature. L'historien et économiste Karl Polanyi (1886-1964) a écrit des pages magnifiques à ce sujet dans *La Grande Transformation* (Gallimard, 1983). Ce processus revenait à créer, selon un concept qu'il a développé, des *« marchandises fictives »* (la nature, le travail, l'argent). Une forêt introduite sur le marché est immédiatement repensée dans un moment de fiction. Elle cesse d'être une forêt pour devenir une réserve de matières premières. La rivière devient une source d'énergie. La clairière devient un site d'exploitation.

Passons maintenant au XXIe siècle. Nous sommes en plein virage numérique. Les start-up se multiplient dans la Silicon Valley, chacune offre des services distincts et attirent les investisseurs. Mais surviennent alors l'explosion de la bulle Internet et le krach de 2001-2002. Pourquoi un tel effondrement ? Tout simplement parce qu'on n'avait pas encore découvert comment générer de réels revenus. La question se posait, quelle était cette chose à transformer en marchandise ou en service ?

C'est chez Google que ce saut a été fait pour la première fois, avant d'être imité par les autres acteurs de secteur.

Que s'est-il produit exactement chez Google ?

Le moteur de recherche avait été lancé à la fin des années 1990 et ses serveurs stockaient déjà des tonnes de données sur les recherches effectuées par les internautes et leurs activités en ligne, sans rien en faire. L'entreprise rencontrait alors des difficultés grandissantes et les fondateurs de Google, Larry Page et Sergey Brin, ont explicitement fait le choix de baser leur modèle économique sur la publicité.

A la même époque, ils ont porté un nouveau regard sur ces données et ont découvert qu'il y avait là un fort potentiel. S'y trouvaient des signaux permettant de connaître le comportement des internautes et de prédire comment ils pourraient se conduire.

Larry Page a défini pour la première fois ce modèle en 2001, après qu'on lui avait demandé quel était le domaine d'activité de Google. Il répondit *« les informations personnelles... »*. Il ajouta que les appareils intelligents, les senseurs, les caméras permettraient bientôt de capter un nombre incalculable de données sur chacun. *« Tout ce que vous avez jamais entendu, vu ou ressenti deviendra consultable. Votre vie tout*

Tous droits réservés à l'éditeur

Le Monde
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 269584

Date : 27 novembre 2020
Page de l'article : p.31
Journaliste : MARC-OLIVIER BHERER

entière sera consultable.» La vision d'ensemble était là, avant même que Google ne dispose de la technologie pour arriver à un tel résultat. Larry Page a découvert rien de moins que le capitalisme de surveillance.

Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par cette expression ?

Larry Page a perçu que l'expérience humaine allait être la prochaine forêt vierge. Nos vies privées allaient désormais servir de ressources premières, elles allaient être transformées en données comportementales. Désormais, les faits et gestes de chacun feraient l'objet d'une traque incessante en ligne. Tous les acteurs du secteur ont copié ce modèle, à commencer par les plus importants, comme Facebook.

Chaque application ou interface, comme le tableau de bord des nouvelles voitures connectées à Internet, approvisionne la chaîne de production. L'usine du XXIe siècle créée par Google n'a pas de grandes cheminées comme celle du XIXe siècle. Elle repose sur l'intelligence artificielle, et les produits qu'elle fabrique sont des prédictions de comportements humains vendues à des annonceurs.

Nous serions donc devenus une marchandise à notre insu...

Des prédictions sont effectivement faites à notre propos sur la base de données recueillies sans que nous le sachions. La traque des signaux laissés par chacun se déroule à notre insu grâce à des mécanismes dissimulés. Nos expériences font l'objet d'une extraction.

Notez également que les prédictions faites à notre égard ne nous sont pas destinées. Elles sont vendues à des entreprises sur des marchés nouvellement créés, où l'on échange des contrats à terme sur les humains, tout comme il y a des contrats à terme sur le blé ou le porc. On a trouvé le Graal des affaires, on sait maintenant ce que les gens vont faire, on peut payer pour connaître ce comportement et acquérir ainsi un avantage très lucratif. Ces nouveaux marchés destinés aux annonceurs en ligne sont la source de 88 % des revenus de Google et de 98 % de ceux de Facebook.

La pandémie de Covid-19 et le confinement nous ont amenés à dépendre plus que jamais du Web. Ne faut-il pas plutôt se réjouir de disposer de tels outils ?

Ce virus s'est répandu alors que nous vivions un moment de fort rejet des nouvelles technologies, commencé en 2016. Cette année-là, de fausses informations circulant sur les réseaux sociaux étaient venues troubler le référendum sur le Brexit et la présidentielle américaine. En 2018 a éclaté le scandale de Cambridge Analytica, révélant qu'une société avait siphonné les données de millions d'utilisateurs de Facebook, afin de leur adresser des messages pro-Brexit ou pro-Trump. L'opinion publique avait réagi à cette affaire en exprimant une méfiance et une colère tout à fait compréhensibles envers les géants du Web.

Dans ce climat, les patrons des grandes entreprises du Web ont considéré que les mesures de distanciation sociale adoptées au printemps représentaient une formidable opportunité. Ils ont tous tenu le même discours : *« Nous sommes vos amis, vos sauveurs. Amazon va vous livrer tout ce dont vous avez besoin ; Google vous aidera à faire l'école en ligne ; Zoom vous permettra d'organiser des réunions en ligne avec vos collègues ; retrouvez vos proches sur Facebook. »*

Ce discours n'a pas convaincu. L'Union européenne reste profondément convaincue qu'il faut mieux encadrer le secteur. Aux Etats-Unis, 26 projets de loi ont été introduits au Congrès au cours de la dernière année concernant la protection de la vie privée en ligne, le microciblage pour une fine personnalisation de la publicité, la désinformation, etc. Il est impossible de remettre le dentifrice dans le tube.

Que pensez-vous des récents gestes posés par Facebook pour revoir ses manières de faire, notamment la création d'un « Oversight Board », ou d'un conseil de surveillance, chargé de statuer sur les décisions de modération ?

Facebook a fait différentes choses, mais qui relèvent simplement de l'exercice de communication. Par exemple, en 2018, le réseau social a lancé un audit indépendant sur les droits civiques. Cette enquête était dirigée par Laura Murphy, une avocate de grande réputation, spécialiste de la question. Le rapport final a été publié en juillet. C'est une véritable mise en cause de Facebook que l'on peut y lire. Mais le rapport est resté lettre morte. Sheryl Sandberg, la numéro deux de la boîte, s'est contentée de dire : *« Nous avons beaucoup à apprendre. »*

Quant à ce conseil de surveillance, il a été évoqué pour la première fois en janvier 2019 et il vient seulement de voir le jour. Pour une entreprise qui se vante de *« bouger vite et de briser des choses »*, le délai me semble un peu long. D'autant que l'Amérique se préparait alors pour l'élection présidentielle la plus importante de l'histoire récente. Ce genre d'attitude est incompréhensible. Les grandes sociétés numériques ne fabriquent pas des beignets, elles façonnent la société, elles ont donc une responsabilité envers la qualité du produit. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER

> L'USINE DU XXIE SIÈCLE CRÉÉE PAR GOOGLE FABRIQUE DES PRÉDICTIONS DE COMPORTEMENTS HUMAINS VENDUES À DES ANNONCEURS

Tous droits réservés à l'éditeur

L'OBS

Pays : FR
Périodicité : Hebdomadaire
OJD : 359285

Date : Du 08 au 14 octobre 2020
Page de l'article : p.2-5
Journaliste : XAVIER DE LA PORTE

IDÉES

Le livre qui secoue la Silicon Valley

"L'Age du capitalisme de surveillance" deviendra-t-il le "Capital" de l'ère numérique? En décrivant le nouvel ordre économique imposé par les Gafam, la sociologue américaine **Shoshana Zuboff** *met au jour un système qui menace la démocratie comme nos âmes*

Par XAVIER DE LA PORTE

Cela fait des mois qu'on en entend parler. Depuis sa sortie il y a un an aux Etats-Unis, le livre de Shoshana Zuboff a été loué, commenté et discuté largement au-delà des limites habituelles d'un texte sur le numérique. Barack Obama lui-même en a fait une de ses lectures préférées de l'année 2019, c'est dire...

Pourtant, à première vue, la thèse de cette chercheuse américaine, professeure à Harvard et spécialiste des technologies depuis la fin des années 1980, ne brille pas par sa foncière originalité. Elle postule que nous sommes entrés dans un *« nouvel ordre économique »* consistant en l'extraction et l'exploitation de données personnelles par les géants de la Silicon Valley – Google, Facebook, Amazon, Microsoft, etc. Elle appelle ça *« le capitalisme de surveillance »*, et l'explique sur 600 pages.

Sauf que voilà, maintenant que sa traduction française paraît et qu'on en a lu autre chose que des fragments, on peut le dire : c'est un grand livre. Un de ces livres qui posent un jalon, un livre à partir duquel

Tous droits réservés à l'éditeur

L'OBS

Pays : FR
Périodicité : Hebdomadaire
OJD : 359285

Date : Du 08 au 14 octobre 2020
Page de l'article : p.2-5
Journaliste : XAVIER DE LA PORTE

on peut discuter, un livre qui donne de notre monde une idée qu'on ne s'était pas exprimée aussi clairement jusque-là.

Shoshana Zuboff ne se contente pas de poser un concept sur le système – déjà très documenté – installé par les géants de l'économie numérique. Elle l'inscrit dans une histoire et montre en quoi il est une rupture. Le capitalisme de surveillance prolonge un modèle éprouvé – captation des ressources, concentration du capital entre quelques mains, mépris pour la loi et toute forme de régulation – mais sur des bases radicalement nouvelles. Car la matière première du capitalisme de surveillance n'est plus la nature et ses ressources ou la force de travail des humains mais ce que Zuboff nomme le *« surplus comportemental »*. Par là, elle entend ce qui est déduit de l'expérience humaine – quand nous faisons une recherche dans Google, quand nous écrivons ou likons sur Facebook, quand nous interagissons avec notre assistant vocal Amazon, quand nous utilisons un GPS –, ce qui est amassé, travaillé par des algorithmes pour fabriquer des *« profils »* qui sont vendus à des annonceurs pour cibler leur publicité. C'est le modèle économique des grands capitalistes d'aujourd'hui que sont Jeff Bezos, Larry Page et Sergey Brin ou Mark Zuckerberg – ainsi que tous les milliardaires inconnus qui participent à cet écosystème numérique. Or il nécessite – de la même manière qu'on s'est mis dans les années 1970 à équiper les animaux de balises pour suivre leurs déplacements sans les perturber – de nous mettre sous surveillance, discrètement.

Cette surveillance discrète est une autre rupture avec le vieux capitalisme. Ainsi l'auteure montre-t-elle comment, à la *« division du travail »* qui caractérisait l'ère précédente, a succédé la *« division de l'apprentissage »* : autrement dit, ce n'est plus le travail qui est divisé, mais le savoir. Nous ne savons pas comment est extrait ce *« surplus comportemental »*, nous ne savons quelle est vraiment sa nature, et ce qu'il en est fait. Nous ne le savons pas parce que les capitalistes de la surveillance en gardent le secret. Mais de la même manière que la division du travail a bouleversé l'organisation sociale il y a cent cinquante ans, la nôtre est travaillée par cette division : nous ne sommes plus en mesure de répondre aux trois questions essentielles : « Qui sait? Qui décide? Qui décide de qui décide? » Ces questions qui interrogent à la fois un ordre politique (car la démocratie, c'est précisément savoir qui décide, et décider de qui décide), et un ordre existentiel. Le capitalisme de surveillance remet en question la possibilité même d'exercer un libre arbitre dans la mesure où il ne vise pas seulement à exploiter et à prédire nos comportements, mais à les modeler, à les inciter, dans le but de les rendre plus prévisibles, et par conséquent plus profitables. Ce qui disparaît n'est donc pas seulement la possibilité de la démocratie, c'est aussi la liberté, l'incertitude, la faculté de construire un futur autre que celui qu'on a programmé pour nous.

Le propos de Shoshana Zuboff est, on peut le constater, très ambitieux. Il pourrait même paraître hors-sol s'il n'était pas arrimé à des études de cas très détaillées. Ainsi de la longue partie consacrée à Google. Car l'entreprise de Mountain View fut pionnière en capitalisme de surveillance, l'équivalent de Ford dans l'ère précédente. L'auteure revient sur le moment où les deux fondateurs – brillants étudiants de Stanford – cessèrent d'utiliser *« les données comportementales dans le seul but d'améliorer le service des utilisateurs, mais plutôt pour déchiffrer l'esprit des utilisateurs en vue de faire correspondre les publicités à leurs centres d'intérêt, une fois ces centres d'intérêt déduits des traces collatérales du comportement en ligne »*. Elle raconte très précisément la manière dont Google revendique et obtient des *« espaces de non-droit »* pour imposer des outils très intrusifs au motif de l'inévitabilité du progrès technique, et en colonisant le milieu politique. Elle explique brillamment comment a été construit un écosystème où tout (Gmail, Google Street View, l'enceinte connectée Home, le système d'exploitation de smartphone Android...) sert à rendre plus précis le profilage sans que l'utilisateur ne s'en rende compte. Les longues pages qui relatent la création de Google Maps (ainsi que, plus tard, le jeu Pokémon Go, imaginé par le même homme, John Hanke, dans le seul but d'amener les joueurs dans des magasins *« partenaires »*) sont édifiantes. Ces plongées – que multiplient Zuboff – non seulement illustrent sa thèse de manière étincelante,

Tous droits réservés à l'éditeur

L'OBS

Pays : FR
Périodicité : Hebdomadaire
OJD : 359285

Date : Du 08 au 14 octobre 2020
Page de l'article : p.2-5
Journaliste : XAVIER DE LA PORTE

LA POSSIBILITÉ DE CONSTRUIRE UN FUTUR AUTRE QUE CELUI QU'ON A PROGRAMMÉ POUR NOUS EST EN TRAIN DE DISPARAÎTRE.

Tous droits réservés à l'éditeur

L'OBS

Pays : FR
Périodicité : Hebdomadaire
OJD : 359285

Date : Du 08 au 14 octobre 2020
Page de l'article : p.2-5
Journaliste : XAVIER DE LA PORTE

mais sont de haletants récits d'une histoire industrielle récente dont on ignore souvent les dessous.

Une des grandes forces de Zuboff est de toujours contextualiser : *« Le capitalisme de surveillance a été inventé par un groupe spécifique d'êtres humains en un lieu et à une époque spécifiques. Ce n'est ni un résultat inhérent à la technologie numérique ni une expression nécessaire du capitalisme de l'information. Il a été construit intentionnellement à un moment précis de l'histoire, de façon très similaire à la production de masse inventée en 1913, à Detroit, par les ingénieurs et bricoleurs de Ford Motor Company. »* Ce lieu, c'est la Silicon Valley et son idéologie libertarienne. Les êtres humains, ce sont des gens comme Sheryl Sandberg, qui exporte le modèle publicitaire de Google à Facebook, faisant franchir encore une étape à l'exploitation de notre vie privée. Et l'époque, c'est le début des années 2000, où la conjugaison de l'éclatement de la bulle internet et des attentats du 11-Septembre crée les conditions pour que la surveillance devienne une source de profit. Tout cela, la chercheuse américaine le restitue de manière très convaincante.

Une autre force de Shoshana Zuboff est d'étendre son sujet – déjà très large – à son maximum. Ainsi d'un détour, dont on ne perçoit pas immédiatement le sens, par les conquistadors du XVIe siècle. Ils avaient, nous raconte Zuboff, une croyance – très utile – en la performativité de leur parole, qui leur permettait d'annoncer à leurs souverains que les autochtones leur étaient soumis (alors même qu'ils n'étaient pas encore conquis) et qui leur faisait déclarer aux Amérindiens leurs devoirs envers leur nouveau maître par une longue récitation en espagnol, avant de les passer au fil de l'épée. Quel rapport avec le capitalisme de surveillance ? Un comportement identique envers les populations à conquérir. Car, que sont les immenses « conditions générales d'usage (CGU) » brandies devant nos yeux quand nous nous inscrivons sur une plateforme, si ce n'est la forme contemporaine des incompréhensibles récitations des conquistadors ? Elles ne sont pas là pour être lues (Zuboff rappelle que si nous le faisions, en y ajoutant tous les tous contrats connexes mentionnés par ces CGU, il nous faudrait plusieurs semaines), mais seulement pour signifier notre soumission. C'est qu'au fond, toutes les conquêtes ont des points communs, des formes qui se répercutent de siècle en siècle, de terrain en terrain...

On ne trouve pas beaucoup à redire au travail de Shoshana Zuboff. Si ce n'est une question : faut-il accorder tant de crédit aux promoteurs des technologies ? Bien des propos les plus inquiétants que rapporte l'auteure quant aux performances des outils de surveillance – et des programmes qui agrègent et interprètent les données – proviennent de ceux qui les fabriquent ou les vendent : grands patrons, ingénieurs en chef, etc. Cela renseigne sur les intentions, mais ne donne pas forcément une idée très précise des résultats. Or, on est en droit de douter que ces derniers soient toujours à la hauteur des premières. Par exemple, quand on analyse l'affaire Cambridge Analytica non plus seulement du point de vue de ce qu'il a été possible aux équipes de Trump de faire avec les données de Facebook (et qui est en effet très inquiétant : cibler des messages au bloc d'immeuble près, les personnaliser en fonction des conversations de l'internaute, etc.), mais du point de vue de l'efficacité, on est plus circonspect. Les études menées par le grand juriste de Harvard Yochai Benkler sur les élections de 2016 aux Etats-Unis ont plutôt montré que l'incidence directe de ces campagnes numériques sur le vote restait à établir. On pourrait en dire autant de ce qu'on appelle l'« intelligence artificielle », dont les réussites avérées, quand on y regarde dans le détail, sont pour l'instant restreintes à des champs spécifiques. L'histoire des technologies est un cimetière de révolutions qui n'ont jamais eu lieu.

Loin de nous l'idée de suspecter Shoshana Zuboff de crédulité, encore plus de minimiser la puissance de son livre. Osons juste l'hypothèse que ce qui est décrit comme un système implacable est en réalité parcouru de failles, d'erreurs (comme tout logiciel contient nécessairement des bugs) et de fantasmes technophiles. Qu'ait été mis en place un écosystème de captation des données personnelles est une évidence, qu'il génère des monceaux d'argent est une certitude, que les dirigeants de la Silicon Valley rêvent de faire de nous des marionnettes aux gestes et affects prévisibles est documenté, qu'ils dépensent des milliards, soient prêts à contourner toutes les législations et mobilisent les cerveaux les plus performants pour y arriver est vérifié. En revanche, qu'ils y parviennent vraiment est beaucoup moins sûr, tant l'humain demeure, heureusement, mystérieux, et son environnement, changeant. Faut-il pour autant se rassurer ? Le simple fait de tendre vers ce but peut faire d'énormes dégâts. C'est le sens qu'on peut donner à la question posée par Shoshana Zuboff : *« Si le capitalisme industriel a dangereusement perturbé la nature, quels ravages le capitalisme de surveillance pourrait-il causer à la nature humaine ? »* ■

Professeure émérite à la Harvard Business School et professeure associée à la Harvard Law School, SHOSHANA ZUBOFF s'intéresse aux nouvelles technologies depuis la fin des années 1980. Son livre sur les « smart machines », sorti en 1988, est devenu une référence. Vingt ans plus tard, elle publie un nouvel ouvrage majeur : « L'Age du capitalisme de surveillance », dont la traduction française paraît le 15 octobre, aux éditions Zulma.

Tous droits réservés à l'éditeur

LE FIGARO
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 305701

Date : 15 octobre 2020
Page de l'article : p.43-46
Journaliste : C.W. ET B.F.

« Capitalisme de surveillance » : les Gafa en accusation

COFFRINI/AFP; MCDERMID; KILCOYNE; GRAHAM/REUTERS; SENAMAUD/M. DEMEURIEP/HOTOPQR/MAXPPP

Le best-seller de l'Américaine Shoshana Zuboff, qui dénonce l'hégémonie des géants de la tech, paraît aujourd'hui en France. Aux États-Unis comme en Europe, il inspire les réflexions des pouvoirs publics pour limiter leur toute-puissance. PAGES 20 ET 21

Tous droits réservés à l'éditeur

LE FIGARO
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 305701

Date : 15 octobre 2020
Page de l'article : p.43-46
Journaliste : C.W. ET B.F.

« Capitalisme de surveillance » : les géants de la tech sur le banc des accusés

Dans son best-seller, Shoshana Zuboff alerte sur les dérives des Gafa. Elle inspire les régulateurs européens et américains.

INTERNET Et si un livre pouvait, à lui seul, perturber la marche implacable des géants de la tech ? Mettre à jour leurs ambitions, révéler leurs mécaniques cachées, redonner foi dans les vertus de la régulation ? Depuis sa sortie en janvier 2019 aux États-Unis, *L'Âge du capitalisme de surveillance* s'impose comme une arme de contestation massive face aux géants de la tech.

Publié en français ce jeudi (Éditions Zulma), traduit dans vingt-deux langues, il est aussi bien cité dans le rapport des parlementaires démocrates américains dévoilé la semaine dernière que par le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton, parmi ses recommandations de lecture. Son auteur, Shoshana Zuboff, professeur émérite à la Harvard Business School, est reçue en rock star. Pas une seule table ronde sur la tech, plus un seul livre sur le numérique qui ne cite son imposant ouvrage de 864 pages. Comme une revanche du temps long, de l'imprimé, face aux écrans, aux notifications.

Ce livre est avant tout une impressionnante entreprise de déconstruction et de conceptualisation. Oubliez tout ce que vous croyez savoir sur les Gafa. Ces entreprises nous ont fait entrer à notre corps défendant dans une nouvelle ère du capitalisme de l'information, qu'elle nomme le *« capitalisme de surveillance »*. Google le premier au début des années 2000, Facebook ensuite, des milliers d'autres start-up et de grandes entreprises dans leur sillage, exploitent à notre insu les traces que nous laissons en ligne et dans la vie réelle. Leur but est de prédire nos comportements par le biais de l'intelligence artificielle, afin d'administrer de la publicité. La « big tech », née au cœur de la Silicon Valley, est lancée dans une logique d'accumulation de données, récoltées par les applis, les objets connectés. Elles aspirent en continu nos localisations et nos clics (notre *« surplus comportemental »*) pour en déduire nos émotions et faire de nous des pantins. *« Exiger des capitalistes de surveillance le respect de la confidentialité ou faire pression pour obtenir l'arrêt de la surveillance commerciale reviendrait à demander à Henry Ford de fabriquer à la main chaque Model T »*, alerte Shoshana Zuboff.

Démantèlement

Les propos de Shoshana Zuboff résonnent auprès des pouvoirs publics, qui l'ont consultée des deux côtés de l'Atlantique. L'universitaire américaine a rencontré à plusieurs reprises à Bruxelles Ursula von der Leyen et Margrethe Vestager, et a témoigné lors de la longue enquête de la commission antitrust du Congrès américain sur le pou-

Tous droits réservés à l'éditeur

LE FIGARO
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 305701

Date : 15 octobre 2020
Page de l'article : p.43-46
Journaliste : C.W. ET B.F.

voir des Gafa. L'autorité britannique de la concurrence constate, elle, dans un rapport : « *La collecte et l'utilisation des données personnelles par Google et Facebook à des fins de ciblage publicitaire, sans que le consommateur ne puisse y faire grand-chose, est une indication de plus que ces plateformes ne rencontrent pas suffisamment de contraintes concurrentielles.* » Du Zuboff dans le texte.

Europe et États-Unis préparent leurs régulations des Gafa *(voir ci-contre)*. Pour l'instant, les angles d'attaque se concentrent sur les questions traditionnelles d'abus de position dominante, avec en ligne de mire la menace du démantèlement. Le ministère américain de la Justice songe ainsi à séparer Google de son navigateur Chrome, parmi les options étudiées pour amoindrir la puissance du géant sur le champ de la publicité en ligne. Scinder Instagram et WhatsApp de Facebook est un scénario auquel le roi des réseaux sociaux se prépare, en arguant que le détricotage de son empire est impossible. Les pratiques commerciales sont aussi passées sur le grill des régulateurs. La Commission européenne a ouvert en juin une enquête sur les pratiques anticoncurrentielles d'Apple sur son App Store, qui contraint les développeurs à utiliser son système de paiement et à se soumettre à ses commissions.

Bruxelles veut aller plus loin avec le Digital Service Act, qui sera présenté en décembre. L'Europe entend soumettre les Gafa à une série d'obligations, comme les empêcher de favoriser leurs propres services, ou les forcer à partager les données qu'ils récoltent avec les entreprises qui utilisent leurs places de marché ou leurs magasins d'applications.

Un capitalisme « voyou »

Point, donc, de régulation du « capitalisme de surveillance » en ligne de mire. Shoshana Zuboff l'explique par l'absence d'un arsenal législatif capable de traiter ces questions complexes de captation massive des données des consommateurs. « *Les outils des autorités de la concurrence ont été bâtis pour les entreprises du XXe siècle* », explique-t-elle *(lire ci-dessous)*. Le Parlement européen souhaite toutefois que le Digital Service Act intègre ces problématiques. « *La Commission doit introduire de nouvelles règles sur la publicité ciblée et le micro-ciblage fondé sur la collecte de données personnelles, et doit envisager de réguler de façon plus stricte la publicité micro-ciblée et comportementale en faveur de formes de publicité moins intrusives ne nécessitant pas un suivi intensif de l'interaction de l'utilisateur avec le contenu* », écrivent les parlementaires dans une liste de recommandations. Là encore, l'influence du travail de Shoshana Zuboff se fait sentir.

Toutefois, certains accusent l'auteur de noircir le tableau. Elle rendrait Google et Facebook plus tentaculaires qu'ils ne le sont vraiment – c'est en partie vrai –, ou épargne Apple, dont l'iPod puis l'iPhone ont pourtant permis au « capitalisme de surveillance » de prospérer. Dans les mouvances « anti-tech » plus radicales, ceux qui sont vent debout contre la 5G, on lui reproche aussi de ne pas condamner la technologie dans son ensemble. Pour elle, le « capitalisme de surveillance » est une forme de capitalisme « voyou » qui doit être régulé en urgence par les États. « *Il constitue une menace autant pour la société que pour le capitalisme lui-même* », répond-elle. ■

C.W. ET B.F.

Tous droits réservés à l'éditeur

LE FIGARO
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 305701

Date : 15 octobre 2020
Page de l'article : p.43-46
Journaliste : C.W. ET B.F.

Les PDG d'Amazon, Jeff Bezos, de Facebook, Mark Zuckerberg, de Google, Sundar Pichai et d'Apple, Tim Cook prêtent serment, fin juillet, lors de leur audition devant le comité antitrust du Congrès américain.
U.S. HOUSE JUDICIARY COMMITTEE/REUTERS

Tous droits réservés à l'éditeur

LE FIGARO
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 305701

Date : 15 octobre 2020
Page de l'article : p.33-35
Journaliste : CHLOÉ WOITIER ET BENJAMIN FERRAN

L'ÉVÉNEMENT

«La régulation des Gafa sous le prisme de l'antitrust doit être un début, pas une fin»

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHLOÉ WOITIER
ET **BENJAMIN FERRAN**
@W_Chloe @benjaminferran

Docteur en psychologie sociale et professeur émérite à la Harvard Business School, l'Américaine Shoshana Zuboff a théorisé le concept et les dérives du «capitalisme de surveillance», pratiqué par Google, Facebook et depuis peu Amazon, dans un ouvrage qui paraît ce jeudi en France.

LE FIGARO. - *L'Âge du capitalisme de surveillance* est sorti aux États-Unis en janvier 2019. Pensez-vous que votre message d'alerte a été entendu?

Shoshana ZUBOFF. - Lorsque mon ouvrage est sorti aux États-Unis, mon éditeur avait prévu une tournée promotionnelle de trois semaines. Au final, j'ai voyagé quatorze mois. L'intérêt pour le livre n'a pas baissé avec le temps, bien au contraire. Fin 2019, je remplissais des salles de mille personnes, plusieurs fois par semaine. À chaque rencontre, je demandais au public de noter en un mot pourquoi ils étaient venus. Les réponses ont toujours été les mêmes : anxiété, confusion, colère, méfiance, résistance, prise de conscience, peur, liberté, démocratie. Ce sont des mots de mobilisation d'une avant-garde de citoyens. Certains pensaient que le mouvement critique envers la tech s'éteindrait avec la pandémie, au vu des services que Facebook, Zoom, Amazon ou Google nous ont apportés. Je pense tout le contraire. Le confinement a mis crûment en lumière notre dépendance envers eux.

Avez-vous été consultée à Washington ou à Bruxelles sur le dossier de la régulation des Gafa?

J'ai passé une bonne partie de l'année à rencontrer des législateurs sur les deux continents, et j'ai fait de mon mieux pour élargir le débat au-delà de la question de l'abus de position dominante des Gafa, afin qu'ils comprennent ce qu'est le capitalisme de surveillance. On ne peut s'y attaquer avec les outils actuels de l'antitrust, qui ont été pensés pour les entreprises du XX^{e} siècle. Indubitablement, les Gafa doivent être régulés sur ces questions de concurrence. Mais cela laisse de côté les problèmes générés par le capitalisme de surveillance. Nous devons faire face à ces nouveaux défis.

Craignez-vous que les régulateurs passent quand même à côté du sujet?

Les régulateurs s'attaquent au problème du monopole et des abus de position dominante car nous avons les lois nécessaires pour cela. Ce n'est pas un mauvais début. Mais cela serait une terrible fin si les actions se limitaient au prisme de l'antitrust. Le capitalisme de surveillance a pu s'épanouir au cours des vingt dernières années car il s'est développé hors de la portée de la loi. Le fait que nous en prenions conscience est un premier pas très important. Lorsque les patrons des Gafa ont été auditionnés en juillet par le Congrès, nombre de questions ont porté sans le dire sur le capitalisme de surveillance : l'extraction secrète des données personnelles et leur exploitation, le microciblage, la désinformation...

Il y a toute une éducation à faire sur ces questions, et cela a commencé en Europe avec le règlement général de protection des

Tous droits réservés à l'éditeur

LE FIGARO
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 305701

Date : 15 octobre 2020
Page de l'article : p.33-35
Journaliste : CHLOÉ WOITIER ET BENJAMIN FERRAN

données personnelles (RGPD). L'Europe a dit aux géants de la tech : *« Nous n'allons pas vous laisser faire tout ce que vous voulez. »* Le RGPD doit être le début, pas la fin. Et je pense que nous allons y arriver. En un an, il y a eu 26 propositions de loi aux États-Unis qui tournent autour de ces problématiques. Le sentiment de malaise face à la tech est présent des deux côtés de l'Atlantique.

Les Gafa affirment que la régulation affecterait l'innovation, et les affaiblirait face à la Chine. Que leur répondez-vous ?

Les barons du pétrole et des chemins de fer de la fin du XIXe siècle disaient la même chose. C'est un vieux tour rhétorique. Si on les avait écoutés, il n'y aurait pas eu de législation autour du travail des enfants, pas de droit de se syndiquer et de manifester, pas de normes pour protéger la santé des travailleurs, pas de chômage... Par ailleurs, des études sérieuses appuient que Facebook ou Google innovent moins qu'avant, car ils n'en ont pas besoin au vu de leur position ultradominante sur leurs marchés respectifs. Leur discours est manipulatoire, il ne correspond pas à la réalité.

Ne faudrait-il pas aussi réguler le secteur de la publicité digitale et des courtiers en données, qui se nourrissent de nos informations personnelles ?

Ces secteurs sont entremêlés avec ceux de la tech. Les gens doivent comprendre que le ciblage publicitaire n'est pas basé que sur les informations qu'ils donnent volontairement, mais aussi sur leur comportement. Il y a une énorme extraction de données dans l'ombre dont ils n'ont pas idée. On regarde à quelle vitesse vous marchez, quelles sont les expressions de votre visage... ce sont des micro-signaux qui permettent de deviner vos émotions et de prédire un comportement. Ces signaux ne sont pas collectés uniquement durant nos navigation sur internet. Ils le sont aussi dans nos voitures, à la maison, au travail *(via les smartphones ou les objets connectés, NDLR)*.

Les appels à la décroissance digitale sont-ils une résistance au capitalisme de surveillance ?

Le futur hyperconnecté est une utopie pour le capitalisme de surveillance. Ces entreprises collecteront sans friction encore plus de données, partout. Leurs prédictions seront encore plus précises, et elles seront encore plus puissantes. Mais est-ce une utopie pour nous ? Nombre de citoyens pensent que tout va trop vite et qu'il faut en débattre démocratiquement. Certains estiment même qu'il faut tout débrancher et repartir en arrière, plutôt que de tenter de réparer ce qui semble irréparable. En réalité, le problème est que nous ne faisons pas confiance à la tech. Et pourquoi donc ? Parce que nous n'avons pas encore de lois pour encadrer ces entreprises et nous protéger de leurs dérives. Nous l'avons fait au siècle dernier pour le capitalisme industriel. Nous n'avons rien de tel pour le capitalisme de surveillance. Nous marchons nus vers ce futur connecté. Il nous faut des protections pour restaurer la confiance. ■

Tous droits réservés à l'éditeur

LE FIGARO
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 305701

Date : 15 octobre 2020
Page de l'article : p.33-35
Journaliste : CHLOÉ WOITIER ET BENJAMIN FERRAN

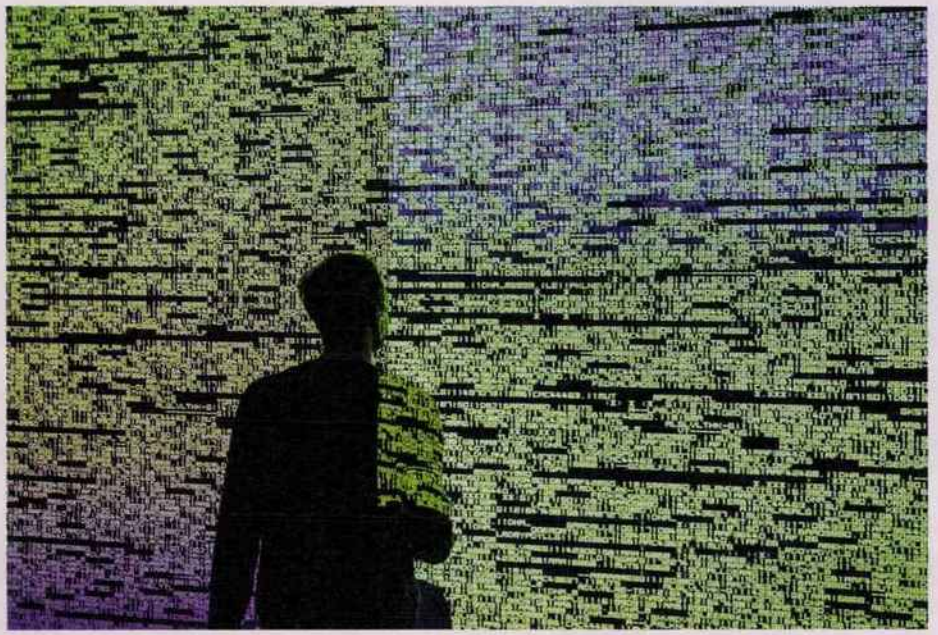
L'Âge du capitalisme de surveillance, de Shoshana Zuboff, Éditions Zulma, 864 pages, 26,50 euros.

Tous droits réservés à l'éditeur

Télérama
Pays : FR
Périodicité : Hebdomadaire
OJD : 546430

Date : Du 17 au 23 octobre 2020
Page de l'article : p.62
Journaliste : Juliette Cerf

LIVRES



Hier, pour Google, Apple et consorts, nos données personnelles étaient de simples traces digitales. Aujourd'hui, elles représentent une «*mine de diamants*», pour l'Américaine Shoshana Zuboff.

L'ÂGE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE

ESSAI

SHOSHANA ZUBOFF

Les géants du Web, «vampires numériques» qui épient nos moindres faits et gestes, auront-ils raison de nous? Une fresque terrifiante, dont on sort sonné.

TTT

«Nous avons été pris au dépourvu parce qu'il n'y avait pas moyen pour nous d'imaginer pareils actes d'invasion et de dépossession…» L'Âge du capitalisme de surveillance a eu l'effet d'une déflagration quand il est sorti aux États-Unis, en 2018. En se lançant dans l'écriture de cette fresque haletante et terrifiante de près de mille pages, Shoshana Zuboff, docteure en psychologie sociale et professeure émérite à la Business School de Harvard, poursuivait un but: réveiller nos consciences endormies, secouer cet *«engourdissement psychique»* généralisé, impuissance mâtinée de résignation dont l'autrice propose une inéluctable généalogie. *«Je vous inviterai à raviver votre sens de la stupéfaction»*, enchérit-elle ainsi page 267, après une première partie ô combien déjà vertigineuse! En dépit d'un certain lyrisme, et possible espoir final (invitation à retrouver une liberté bafouée, un *«droit au sanctuaire»*), le lecteur sort de cette forteresse fasciné, sonné, abasourdi.

Il faut dire que la puissance combative de ce livre épique est à la mesure de l'ennemi auquel il s'attaque: les *«structures colossales et labyrinthiques»* de ce capitalisme de surveillance incarné par les géants du Web, ces *«envahisseurs du XXIe siècle»* surnommés Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) avec lesquels nous avons, depuis le début des années 2000, conclu un *«pacte faustien»*. Un pacte de dépossession signé sur un miroir sans tain: le vampire numérique absorbe tout et sait tout de nous, alors que nous ne savons rien de lui. Cette asymétrie *«de savoir et de pouvoir»* est fondamentalement antidémocratique: *«C'est*, selon Zuboff, *une forme de tyrannie qui se nourrit du peuple mais qui n'en émane pas.»* Un pouvoir *«instrumentarien»* porté par une *«infrastructure computationnelle»*, *«voile d'abstraction robotisé»* nommé *«Big Other»* – et non plus Big Brother comme dans le roman d'Orwell, *1984*. Nous sommes observés, traqués, surveillés dans nos moindres gestes, désirs, motivations. Des *«bouteilles de vodka intelligentes aux thermomètres rectaux connectés sur Internet, en passant par tout ce que vous voulez entre ces deux extrêmes»*, nous sommes réduits à un *«flux continu de données»*, car contraints, à chaque fois que nous rencontrons une interface numérique, de *«rendre»* au capitalisme de surveillance, *«comme à César, son éternelle dîme d'approvisionnement en matière première»*.

Shoshana Zuboff, pour qui la puissance mythique des commencements n'a pas de secrets, excelle à mettre en récit cette stratégie d'invasion inaugurale par Google, pour en faire un tournant de l'histoire du capitalisme, aussi important que celui du fordisme pour le capitalisme industriel. Elle relate une conquête: comment la compagnie, vite concurrencée par Facebook et les autres, a su transformer nos traces numériques, d'abord considérées comme de simples miettes, *«déchets»* de notre intimité vomis dans les serveurs, en *«mine de diamants prête à être creusée et exploitée»*. L'extraction de ce surplus comportemental, pouvant à terme être prévu et modifié (et donc vendu), devint l'absolue priorité: *«L'impératif d'extraction impliquait que les approvisionnements en matière première devaient être fournis à une échelle toujours plus grande»*, écrit-elle. Et encore: *«La combinaison de l'intelligence artificielle en pleine expansion et de l'approvisionnement toujours plus important de surplus comportemental deviendrait le fondement d'une logique d'accumulation sans précédent.»* Face à ce monstre omniprésent et vorace, nos vies auraient-elles d'autant diminué? Nous ne sommes même pas le produit, *«nous sommes la carcasse abandonnée»*…

—*Juliette Cerf*

| *The Age of Surveillance Capitalism*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, éd. Zulma, 864 p., 26,50 €.

Tous droits réservés à l'éditeur

Les Echos

Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 122744

Date : Du 30 au 31 octobre 2020
Page de l'article : p.5-7
Journaliste : Benoît Georges

IDEES & DEBATS

focus

Quand nos données nous manipulent

Les géants d'Internet ne se contentent pas d'amasser des quantités phénoménales de données : ils modélisent nos comportements pour les prédire et, de plus en plus, les influencer. Un « capitalisme de surveillance » qui met en danger nos démocraties.

LIVRES

Par **Benoît Georges**

L'expérience est assez banale : vous achetez un nouveau thermostat, connecté, avec la promesse de dépenser moins et de passer l'hiver dans une maison plus confortable. Pour l'installer, vous devrez accepter des « conditions d'utilisation », une « politique de confidentialité » et un « contrat de licence ». Vous cliquerez sur « OK » sans chercher à comprendre et sans réaliser que, comme l'ont démontré deux chercheurs londoniens, installer un simple thermostat pouvait renvoyer à près d'un millier de contrats en cascade. Soit autant d'organisations dont vous ignorez tout, et qui pourront savoir si vous êtes présent à votre domicile, ou si vous êtes plus ou moins frileux que vos voisins. Bienvenue dans le monde, peut-être bien chauffé, mais assurément très opaque, du « capitalisme de surveillance ».

Le concept a été inventé par Shoshana Zuboff, sociologue et professeur émérite à la Harvard Business School. Depuis plus de trente ans, elle étudie les relations entre le numérique et l'économie – son premier essai, « *In the Age of the Smart Machine* », remonte à 1988, autant dire à la préhistoire du digital. Le dernier, intitulé « *Le Capitalisme de surveillance* », vient enfin d'être traduit en français, plus de dix-huit mois après sa parution – très remarquée – en langue anglaise.

Du virtuel au réel

L'ouvrage est long (plus de 800 pages), passionnant, foisonnant, et il fera date. Car il éclaire de façon inédite et inquiétante les stratégies des géants du net, Google et Facebook en tête. Bien sûr, ces derniers sont déjà attaqués de toute part, et pour de multiples raisons : non-respect de la vie privée, abus de position dominante, évasion fiscale… Mais Shoshana Zuboff va plus loin, en expliquant que leur mode opératoire n'est pas simplement d'amasser des quantités phénoménales de données pour attirer les annonceurs : toutes ces informations, traitées par l'intelligence artificielle, leur servent à modéliser le comportement de leurs milliards d'utilisateurs pour prédire leurs actions et, de plus en plus, pour les influencer.

Le capitalisme de surveillance, écrit-elle, est donc « *une nouvelle forme de marché, qui revendique l'expérience humaine privée comme matière première dont elle se sert dans des opérations secrètes d'extraction, de production et de vente.* » C'est aussi, et surtout, un « *nouveau type de pouvoir qui, pesant sur le cours de notre vie quotidienne, surveille, suit, cible, analyse, définit, manipule et contrôle des individus, des groupes, des populations* ».

La première partie se penche sur les origines de ce nouveau capitalisme, et sur le groupe qui lui a donné naissance au début des années 2000 : Google. Pour Shoshana Zuboff, Larry Page et Sergey Brin ont joué un rôle similaire à celui d'Henry Ford dans la révolution industrielle. Ford avait réinventé une technique de production (la chaîne de montage) pour la rendre incroyablement plus efficace. Google, lui, a découvert un terrain d'extraction (les données de navigation) : proposer des services gratuits permet d'extraire toujours plus de données sur ce que veut et aime l'utilisateur, et leur exploitation à grande échelle les transforme en or publicitaire. Un modèle vite repris et amplifié par Facebook, « *en manipulant avec art la culture de la familiarité et du partage.* » Le groupe de Mark Zuckerberg est aussi passé maître dans l'art de la manipulation, avec des milliers d'expériences, souvent secrètes, servant à mesurer comment un changement de la présentation ou des informations pouvait avoir une influence.

La décennie 2010, étudiée dans la deuxième partie, a vu le capitalisme de surveillance s'étendre à de multiples acteurs, dont Amazon, Microsoft et, dans une moindre mesure, Apple. Mais ce fut surtout celle de son arrivée en force dans le monde réel, celui de l'Internet des objets. Ces objets, qui aspi-

Tous droits réservés à l'éditeur

Les Echos

Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 122744

Date : Du 30 au 31 octobre 2020
Page de l'article : p.5-7
Journaliste : Benoît Georges

rent en permanence nos données, ce sont bien sûr nos smartphones, mais aussi les caméras, montres, capteurs, lits, téléviseurs, balances, aspirateurs, assistants vocaux... ou thermostats. La liste s'agrandit sans cesse. « *Cette convergence est le signe de la métamorphose de l'infrastructure numérique : ce que nous avions, à présent, nous possède.* »

Big Other vous manipule

Plus théorique, la troisième partie est aussi bien plus sombre. Shoshana Zuboff n'hésite pas à y comparer le capitalisme de surveillance au totalitarisme : en miroir au Big Brother d'Orwell, dictateur qui sait tout de tous ses sujets, elle invente la figure de Big Other, « *qui se meut grâce aux ordinateurs et au réseau Internet et qui restitue, contrôle, calcule et modifie le comportement humain.* » Le résultat est, hélas, le même : les humains risquent de perdre leur libre arbitre, leurs envies, leurs idéaux et leurs institutions démocratiques, dans ce qu'elle décrit comme « *un coup d'Etat guidé par le marché.* »

On peut reprocher à l'auteur son analyse très politique, noire et sans nuances des deux dernières décennies d'Internet. Mais la force de son livre est de livrer une grille de lecture neuve et implacable d'une révolution qui se déroule sous nos yeux, sur laquelle les usagers – et leurs gouvernements – semblent toujours avoir un temps de retard. A l'heure où, partout dans le monde, les appels à enfin réguler sérieusement les Gafam se multiplient, Soshanna Zuboff montre que l'enjeu n'est pas seulement de rétablir la concurrence : il y va de l'avenir de nos économies et de nos démocraties. ■

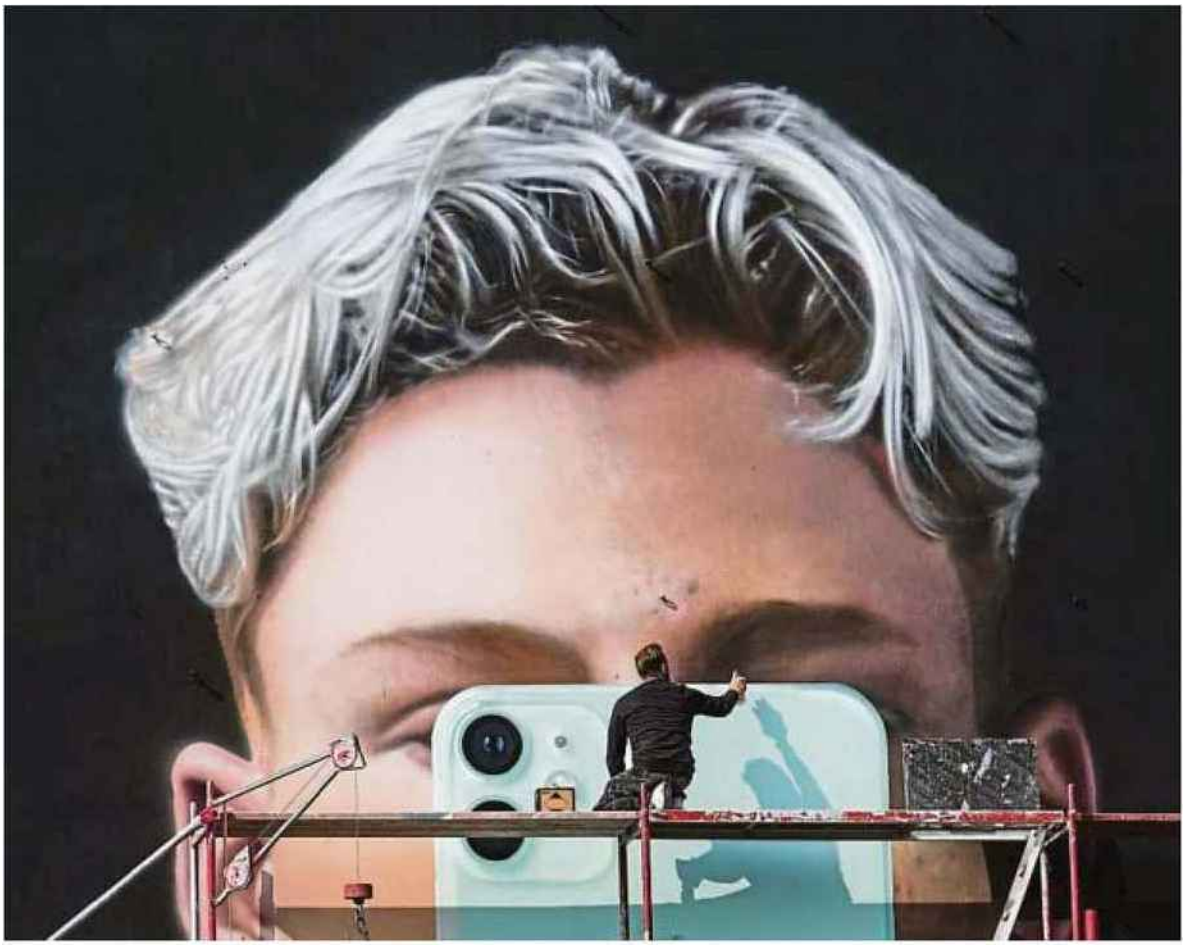
ESSAI
L'Age du capitalisme de surveillance
Shoshana Zuboff, éditions Zulma, 864 pages, 26,50 euros.

Tous droits réservés à l'éditeur

Les Echos

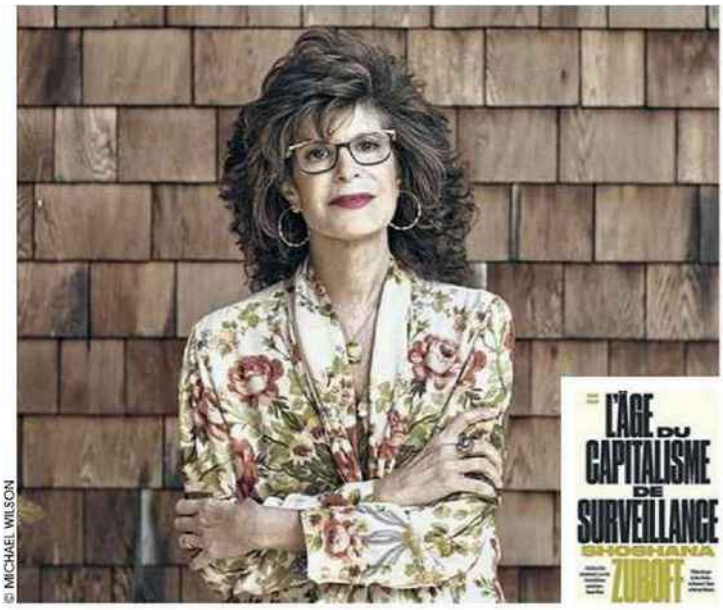
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 122744

Date : Du 30 au 31 octobre 2020
Page de l'article : p.5-7
Journaliste : Benoît Georges



L'ouvrage de Shoshana Zuboff éclaire de façon inédite et inquiétante les stratégies des géants du Net, Google et Facebook en tête. *Photo John MacDougall/AFP*

Tous droits réservés à l'éditeur



ESSAI

L'Âge du capitalisme de surveillance

DE SHOSHANA ZUBOFF, ÉDITIONS ZULMA, TRADUIT DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS) PAR BEE FORMENTELLI ET ANNE-SYLVIE HOMASSEL, 864 PAGES.

9

D'accord. Shoshana Zuboff a tué le game. Dans la littérature de plus en plus abondante cherchant à nous mettre en garde sur les dangers du virage numérique qu'a pris le monde, *L'Âge du capitalisme de surveillance* servira longtemps d'étalon. Malgré ses dimensions éléphantesques, ce n'est toutefois pas la taille qui fait de ce livre une référence, mais l'ampleur folle de la thèse qu'y défend la grande professeure de Harvard. Pour Shoshana Zuboff, l'émergence des autorités nouvelles désormais symbolisées par les noms de Google, Amazon, Facebook, Apple ou Microsoft, marque en effet un tournant dans l'Histoire même des civilisations. Là où nous imaginons que les géants de la tech se contentent d'incarner un visage du capitalisme parmi d'autres, reposant sur des développements technologiques reléguant les machines-outils de l'ère industrielle au rang de moulins à vent, Shoshana Zuboff y voit une forme inédite de pouvoir. C'est cette forme, rompant de façon radicale avec le consensus social établi par les grands tycoons du capitalisme industriel, de Thomas Edison à Henry Ford, qu'elle nomme "*capitalisme de surveillance*". Par-là, elle entend le processus de valorisation systématique de l'expérience humaine, en dehors de toute règle ou de tout droit, par lequel les entreprises en question sont en train de réaliser un véritable "coup" anti-démocratique. Pour étayer sa thèse, qu'on pourrait taxer trop vite de paranoïaque, Shoshana Zuboff, qui travaille sur le numérique depuis le début des années 80, entreprend de raconter l'histoire de cette prise de pouvoir -et l'instauration progressive du "capitalisme de surveillance". C'est une histoire épique, où tous les grands et moins grands événements du dernier demi-siècle se trouvent remis en perspective. Un véritable thriller: celui de la chute de la possibilité de l'expérience humaine. Mais c'est aussi un appel vibrant -l'appel à une résistance qui prenne enfin un visage concret. Capital. ● LDS.

Tous droits réservés à l'éditeur

Capital
Pays : FR
Périodicité : Mensuel
OJD : 203141

Date : Novembre 2020
Page de l'article : p.138-140
Journaliste : BENOÎT BERTHELOT

DOCUMENT

"A notre insu, Google et Facebook nous volent nos vies !"

Son livre événement «L'Age du capitalisme de surveillance» éclaire le pouvoir croissant et alarmant des géants du Net. A l'occasion de sa publication en français, entretien avec Shoshana Zuboff, professeure à Harvard.

PROPOS RECUEILLIS PAR BENOÎT BERTHELOT

UN OUVRAGE RÉFÉRENCE

Paru l'an dernier aux Etats-Unis, l'essai de Shoshana Zuboff s'est imposé comme une référence en définissant avec hauteur de vue le modèle économique des géants du Net. Loué par le «Financial Times» et le «New Yorker», richement documenté, ce pavé de 700 pages paraît en français (Ed. Zulma).

Alors qu'ils mettaient au point leur moteur de recherche pionnier, les fondateurs de Google, Larry Page et Sergey Brin, étaient d'abord farouchement antipublicité. L'explosion de la bulle Internet les a rattrapés en 2001, quand ils ont conçu leur redoutable machine à cash. Les recherches des internautes permettaient de connaître leurs moindres désirs, d'établir leur profil précis, et de leur adresser des publicités ciblées. Ces myriades de données constituent notre «surplus comportemental», selon le concept forgé par Shoshana Zuboff, professeure émérite à la Harvard Business School. Soit l'ensemble de ces informations que nous émettons en ligne dès que nous réservons des vacances, cliquons sur des articles ou des photos Instagram. Nous en produisons même à chaque déplacement, via le GPS dans nos smartphones. Les services gratuits et si pratiques fournis par les géants du numérique, de Waze à WhatsApp, constituent selon l'auteure un «pacte faustien» : nous savons bien qu'ils ont un prix, mais nous ignorons lequel. Voilà le mécanisme disséqué dans «L'Age du capitalisme de surveillance» (Ed. Zulma), titre de l'essai-fleuve (700 pages) qui a fait sensation lors de sa parution l'an dernier aux Etats-Unis, s'attirant les éloges de Barack Obama. Shoshana Zuboff, jusqu'ici connue pour avoir exploré les effets du numérique sur le monde du travail, a consacré à son nouveau sujet neuf années de recherche, rencontrant des dizaines de data scientists de la Silicon Valley, entremêlant les parallèles historiques, philosophiques, et les études de cas saisissantes, dont sa plongée dans la genèse de Google. Si sa thèse de départ peut paraître rebattue ou alarmiste, sa démonstration s'avère limpide et étayée : Facebook et consorts nous ont fait entrer dans une nouvelle phase du capitalisme, amassant en toute opacité des pouvoirs qui menacent jusqu'aux libertés les plus fondamentales.

CAPITAL : Le «capitalisme de surveillance» que vous décrivez se base sur l'extraction d'une ressource nouvelle : nos données personnelles. C'est un basculement fondamental ?

► **SHOSHANA ZUBOFF** Le capitalisme a toujours extrait ce qui était hors des dynamiques de marché pour en faire un produit, un objet à vendre. Comme la nature, par exemple : les rivières sont devenues des sources d'énergie, les arbres un matériau de construction, les terrains des biens immobiliers, etc. Mais tout ce qui pouvait être transformé en produit l'a déjà été à l'ère industrielle – c'est d'ailleurs pourquoi le capitalisme financier a prospéré : il était un dérivé de l'économie existante, il se superposait à elle. Aujourd'hui, le capitalisme de surveillance ne cible pas la nature… mais la nature humaine, un territoire encore totalement vierge. Car, plus que nos données, ce sont toutes nos expériences humaines qui sont extraites !

C'est-à-dire ?

► Nos existences mêmes sont la matière première de ce nouvel ordre économique. Nos opinions politiques, nos émotions, notre sexualité, ce que nous recherchons et achetons, le fait que nous marchions dans la rue vers tel lieu ou tel autre. L'expérience humaine la plus privée n'avait pas encore été exploitée, car les outils pour la traduire en données n'existaient pas. C'est bien sûr le nouvel âge technologique que nous vivons qui l'a permis, autorisant l'enregistrement et le stockage de toutes les informations que nous émettons. En 1986,

Tous droits réservés à l'éditeur

Capital
Pays : FR
Périodicité : Mensuel
OJD : 203141

Date : Novembre 2020
Page de l'article : p.138-140
Journaliste : BENOÎT BERTHELOT

PHOTOS : MICHAEL WILSON / SP

"CES ENTREPRISES SAVENT TOUT DE NOUS, NOUS NE SAVONS RIEN D'ELLES, ET CE FOSSÉ GRANDIT SANS CESSE"

Pour Shoshana Zuboff, l'âge du capitalisme de surveillance se caractérise par son asymétrie, alors que l'âge industriel se basait sur la réciprocité entre entreprises et clients.

c'est-à-dire il y a cinq minutes, on estime que 1% des informations produites dans le monde étaient numérisées. En 2000, environ 25%. En 2007 on était à 97%. Et ajourd'hui, autant dire 100%. Cela a tout changé, en un clin d'œil. Personne n'a vraiment compris ce que ça signifiait, et on se frotte encore les yeux pour essayer de le comprendre.

Et pour vous, cette collecte massive de données n'est pas légitime…

► Une grande partie de ces données ne devraient pas exister, elles sont en effet profondément illégitimes : elles nous ont été volées, sans que nous le sachions, et sans que nous y consentions. Car personne n'a compris ce qui se passait en coulisses. Ce qui est pris en secret, c'est du vol, un enfant de 8 ans est capable de le dire. Mais nous sommes hésitants à le nommer clairement : ils volent nos vies ! Certaines entreprises ont décidé de convertir nos existences en données comportementales, de se les approprier et de les traiter dans leurs «usines», qui sont de plus en plus complexes : l'intelligence artificielle, le «machine learning». Dans ces usines, ils fabriquent des produits : des prédictions de nos comportements futurs, basées sur cette quantité inédite de données. Facebook produit 6 millions de prédictions de ce type chaque seconde. Elles ont de la valeur car elles s'approchent de la certitude, et doivent pour cela s'appuyer sur une grande variété de données, dans des quantités inimaginables.

En quoi est-ce un pouvoir nouveau ?

► C'est ce que j'appelle le pouvoir instrumentiste. Il est très différent du totalitarisme, qui utilise la violence, vous pointe un pistolet au visage. Le pouvoir instrumentiste est invisible. Si vous l'apercevez, il marche sur la pointe des pieds à vos côtés, avec un sourire au visage, il vous offre un cappuccino ! Mais pour autant il est capable de modifier les comportements des individus et de la société. La manipulation d'une élection à l'aide de publicités Facebook, par exemple, ne se fera pas via un message disant «Ne votez pas». Mais plutôt : «Ce candidat ne s'intéresse pas à vous», «Voter est une perte de temps»… C'est plus pernicieux.

Les Gafam n'ont-ils pas utilisé nos données pour créer de nouveaux services, utiles à tous ?

► En définitive, ces informations «sur» nous ne sont pas «pour» nous. Elles sont vendues à un marché très restreint d'entreprises qui ont un intérêt à savoir précisément comment nous allons nous comporter. La publicité ciblée est le premier marché reposant sur cette exploitation : cette activité explique à 88% la valorisation de Google et à 99% celle de Facebook. Nos données ne sont pas utilisées pour résoudre nos problèmes, ceux de nos sociétés, la compréhension des maladies, le

Tous droits réservés à l'éditeur

Capital
Pays : FR
Périodicité : Mensuel
OJD : 203141

Date : Novembre 2020
Page de l'article : p.138-140
Journaliste : BENOÎT BERTHELOT

"Nos existences mêmes sont la matière première de ce nouvel ordre économique"

changement climatique, l'amélioration de nos villes... Les pontes de la Silicon Valley, pendant les deux dernières décennies, ont beaucoup cité l'économiste Joseph Schumpeter et son concept célèbre : la «destruction créatrice» (la disparition inéluctable de secteurs entiers au profit de nouveaux, NDLR). Pour eux, la destruction créatrice, ou le progrès inévitable, légitime le fait que les Gafam mettent à terre le secteur de la presse, par exemple. Mais la vraie théorie de Schumpeter est plutôt la «réponse créative». Pour lui, les mutations les plus durables de l'histoire industrielle arrivent quand des entreprises répondent aux besoins profonds de la société. Il parle de connexion, de réciprocité : la loi de l'offre et de la demande. La production de masse inventée par Ford, par exemple, a permis de produire la voiture que les gens désiraient à un prix abordable. Le capitalisme industriel est loin d'être parfait, il a ses inégalités, mais tout le monde en profite. Or le capitalisme de surveillance est totalement asymétrique. Seul un groupe restreint profite de cette richesse créée en un temps record : les grandes entreprises en question, leurs clients et leurs investisseurs.

Vous décrivez les ingénieurs de Google et consorts comme un «nouveau clergé», qui nous fait revenir à un ordre pré-Gutenberg, quand l'Eglise avait le monopole de la diffusion des écrits. Pour vous, ces spécialistes data concentrent le savoir de leur côté. En quoi ? Internet ne démocratise-t-il pas le savoir, au contraire ?

► C'est contre-intuitif en effet. Nous pourrions nous attendre à vivre un âge d'or de la démocratie, avec tout le savoir imaginable rendu accessible à n'importe quel internaute. Ce fait est d'ailleurs incontestable. Mais ce «texte public», tout ce contenu consultable en ligne, est le support d'un «texte de l'ombre», que seules les entreprises peuvent lire, que nous ne lirons jamais, et qui est cette quantité encore plus grande de données à notre sujet. Elles savent tout de nous, nous ne savons rien d'elles, et ce fossé grandit sans cesse. Cela ne renvoie pas à un futur démocratique, mais plutôt à un passé médiéval, où seule une petite élite concentrait le savoir et le pouvoir, parmi une vaste majorité d'illettrés. Nous sommes aujourd'hui illettrés quant à ce texte de l'ombre ! Seuls les journalistes d'investigation et les lanceurs d'alerte lèvent un coin de ce voile.

Votre livre se focalise beaucoup sur Google, Facebook et Microsoft, les «pure players» du capitalisme de surveillance. Mettez-vous de côté Apple et Amazon ?

► Pas du tout. Le pionnier du secteur, Google, s'est mis à gagner de l'argent à partir du moment où il a exploité les données de ses utilisateurs, ce qui a engendré des profits immédiats, que j'appelle «dividendes de la surveillance». Il est très difficile pour les investisseurs de renoncer à cette manne. Toute l'économie s'y convertit, comme les constructeurs automobiles qui cherchent à rentabiliser

Le jeu «Pokémon Go», incubé par Google, invite les joueurs à se rendre dans des magasins pour y capturer des créatures. Une manière pour ces enseignes d'attirer du trafic.

les informations émises par les véhicules. Amazon a commencé comme une entreprise capitaliste impitoyable mais traditionnelle, avec ses produits à vendre, et elle a d'abord utilisé les données pour augmenter ses ventes. Mais la seconde phase a été d'ajouter une nouvelle couche sur la première, typique du capitalisme de surveillance : l'assistant «intelligent» Alexa, les caméras et sonnettes connectées, dont les données sont vendues à la police... Apple, de son côté, offre beaucoup de contrôle aux utilisateurs de l'iPhone sur leurs données privées, c'est vrai. Mais cette entreprise a aussi créé un écosystème de surveillance majeur, l'App Store, où chaque appli est conçue pour collecter des données, qu'elle partage avec Google, Facebook et consorts... Dès qu'un service est «intelligent» ou «personnalisé», on est en plein dans cette économie.

Pourquoi la régulation de ces multinationales semble-t-elle si complexe ?

► Les gouvernements ont été terriblement lents, d'abord à comprendre ce phénomène, et ensuite à le réguler en inventant de nouveaux cadres législatifs. Il faut faire en sorte de respecter la souveraineté individuelle, que chacun puisse décider comment ses données sont utilisées. J'ai un immense respect pour le travail de l'Union européenne en la matière, avec le RGPD notamment (règlement général de protection des données, NDLR). Mais ce n'est pas assez, nous avons encore un travail immense à faire pour imaginer un futur numérique qui ne soit pas le capitalisme de surveillance ni un système autoritaire étatique à la chinoise, mais qui aille dans le sens de la démocratie. Cette vision, il faut encore la construire ; nous avons pour l'instant échoué.

Le Congrès américain se penche sur les monopoles des Gafam, c'est une première étape encourageante ?

► C'est un premier pas. J'aime bien prendre comme comparaison les lois sur le travail des enfants aux Etats-Unis. Au début du XX[e] siècle, il a d'abord fallu des lois imparfaites, le limitant à quelques heures, dans certains Etats américains, puis une loi fédérale, tout cela a pris du temps. Cela nous prendra une décennie au moins, mais il faut commencer quelque part. Il y a une blague connue : «Pourquoi l'ivrogne qui a perdu ses clés les cherche sous le lampadaire ? Parce que c'est là qu'il y a de la lumière.» Sur la régulation des Gafam, on commence aussi là où c'est éclairé : avec les lois héritées du siècle dernier sur les monopoles et la concurrence. Ce sont pour l'instant les seuls outils que nous avons pour mesurer le pouvoir incommensurable de ces entreprises. Mais ce n'est que le début, pas la fin.

Tous droits réservés à l'éditeur

LiRE
Pays : FR
Périodicité : Mensuel
OJD : 52113

Date : Decembre 2020 - janvier 2021
Page de l'article : p.89
Journaliste : J.-F. P.

Sous l'emprise du numérique

La cruelle réalité des Gafam décrite par Shoshana Zuboff.

La thèse de l'universitaire américaine Shoshana Zuboff est implacable. Nous ne sommes pas seulement pris comme des moucherons dans les rets gluants de *World Wide Web*. Reliés *ad libitum* à nos outils connectés, *« depuis les iPhones jusqu'aux milliers d'entreprises, d'applications et de dispositifs en ligne »*, nous sommes les *« victimes consentantes »* d'un contrôle numérique généralisé. Inventé par les géants Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (Gafam), mais aussi les opérateurs de téléphonie et les concepteurs d'objets « connectés », un capitalisme d'un nouveau type traque désormais sans relâche nos conduites pour mieux les manipuler et/ou les vendre au plus offrant.

L'année 2001 fut à cet égard cruciale, quand, confronté à l'éclatement de la « bulle Internet », Google décida pour la première fois de commercialiser les données personnelles de ses usagers. Pionnière dans l'étude des bouleversements managériaux induits par la numérisation, Zuboff s'était félicitée il y a trente ans de l'avènement du PC et de l'Internet, y voyant une *« nouvelle économie capable de renforcer le pouvoir des consommateurs »* (*In the Age of the Smart Machine. The Future of Work and Power*). Aujourd'hui, cette psychologue à la Harvard Business School déchante, montrant à quel point ce *« contrat faustien »* avec les Gafam nous a *« instrumentalisés »*.

J.-F. P.

■ *L'ÂGE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE*
SHOSHANA ZUBOFF
(ZULMA)

Tous droits réservés à l'éditeur

Télérama

Débats & Reportages

Comment le capitalisme de surveillance “transforme notre intimité en matière première”

Olivier Tesquet,

Publié le 26/10/20

13 minutes à lire

… et pourquoi il faut lutter contre. Dans “L’Âge du capitalisme de surveillance”, enfin traduit, Shoshana Zuboff, professeure émérite à la Harvard Business School, sonne l’alerte contre les géants du numérique qui nous dépossèdent de nos vies pour mieux les soumettre au marché.

Au temps du tube cathodique, Jacques Ellul, l’un des grands penseurs de l’aliénation contemporaine, se posait déjà la seule question qui vaille vraiment à propos du pouvoir de la technique : « *Une des illusions qu’on cherche à développer dans l’homme moderne, c’est de lui faire croire [qu’elle] le rend plus libre. […] Libre de quoi ?* » À l’heure des réseaux sociaux et de la toute-puissance technologique, Shoshana Zuboff, professeure émérite à la prestigieuse Harvard Business School, prend le relais. Et sonne l’alerte. Nous sommes dépossédés de nos propres vies dans des proportions « *indéchiffrables pour le cerveau humain* ». Pire, plus nos spoliateurs en savent sur nous, moins nous en savons sur eux.

Dans *L'Âge du capitalisme de surveillance,* un pavé de plus de huit cents pages sorti début 2019 aux États-Unis et enfin traduit en français (aux éditions Zulma), l'universitaire décrit minutieusement une société dystopique – mais bien réelle – dans laquelle les Google, Facebook et consorts capturent sans vergogne notre « *surplus comportemental* », raffinant le moindre atome de nos intimités numérisées pour leur seul profit. « *C'est une double agression, contre notre autonomie et contre la démocratie* », s'inquiète-t-elle, en livrant ce qui s'apparente à un opportun manuel de résistance.

Celui-ci est d'autant plus notable qu'il n'émane pas d'une dangereuse radicale, bien au contraire : à la fin des années 1990, Shoshana Zuboff, prise dans une crise identitaire, a quitté son campus pour partir vivre dans une ferme. À l'époque, persuadée de faire partie du problème plus que de la solution, elle fait face à un choix : « *Trouver un nouveau champ de recherche, ou chausser de nouvelles lunettes.* » Ainsi a mûri sa charge – à mort – contre les tenants de ce « *capitalisme renégat* » qui nous traque tous, en permanence. Vous n'avez rien à cacher ? « *Alors, vous n'existez pas.* »

Vous avez popularisé le terme « capitalisme de surveillance » depuis quelques années. Comment fonctionne-t-il ?
L'effrayante spécificité du capitalisme de surveillance, c'est qu'il capture l'expérience personnelle pour la soumettre aux impératifs du marché. On pourrait même parler d'un marché de l'avenir humain. Ce capitalisme dévoyé transforme notre intimité en matière première qui, raffinée sous la forme de données, alimente une chaîne d'approvisionnement complexe. Dans ces usines d'un nouveau genre, on ne fabrique plus des produits mais des prédictions, individuelles et collectives. Ces conjectures, tirées de nos vies, émanent de nous, mais ne nous appartiennent pas. Elles nous concernent, mais ne nous reviennent pas.

De la même manière que Ford aurait révolutionné le capitalisme en 1913, avec sa chaîne de production, vous posez le postulat que Google a inventé le capitalisme de surveillance au tournant du millénaire. Dans quelles circonstances ?
Je situe sa naissance dans la Silicon Valley pendant l'éclatement de la bulle Internet, entre 2000 et 2001. À l'époque, de jeunes gens très intelligents dirigent des entreprises prometteuses, à l'intérieur desquelles ils inventent toutes sortes de services en ligne. Problème : ils ne gagnent pas d'argent. Là où le capitalisme industriel a réussi à transformer les ressources naturelles en énergie, les fleurons de cette nouvelle économie se révèlent incapables de répéter l'opération. Par conséquent, les investisseurs se retirent, et ils commencent à faire faillite les uns après les autres. Dans ce tableau, Google est perçu comme une pépite, mais même chez eux, il y a urgence.

À vous écouter, ils n'étaient pas très doués pour le capitalisme !
Jusqu'à ce qu'ils n'aient plus le choix, Sergey Brin et Larry Page, les fondateurs de Google, étaient publiquement opposés à la publicité ciblée. Quand ils ont commencé à regarder de plus près les données stockées sur leurs serveurs, des historiques de recherche, des miettes, des restes, ils ont réalisé qu'ils avaient à disposition un gisement gigantesque. C'est à ce moment-là qu'ils ont décidé d'exploiter notre surplus comportemental, que je nomme ainsi car il dépasse largement leurs besoins réels.

"Au lieu de l'âge de l'information dont nous rêvions, fondé sur le partage de la connaissance permis par Internet, nous sommes renvoyés à un système féodal dans lequel des entreprises gigantesques peuvent influencer et contrôler nos comportements."

On touche ici une différence fondamentale. Le capitalisme industriel était une division du travail ; le capitalisme de surveillance, écrivez-vous, est une division de la connaissance. C'est-à-dire ?
Il nous a fallu des décennies pour mesurer les conséquences du capitalisme industriel, pour déterminer par exemple que la dépendance aux énergies fossiles accélérait le réchauffement climatique. Aujourd'hui, nous sommes capables d'identifier les répercussions négatives du capitalisme de surveillance, à savoir la production secrète, effroyablement asymétrique, de savoir. C'est son effet le plus profond et le plus pernicieux, et il est indissociable d'un événement : le 11 Septembre. Au Capitole, juste avant que les tours jumelles s'effondrent, les parlementaires discutaient des contours d'une législation destinée à protéger la vie privée.

En l'espace de quelques heures, George W. Bush a déclaré la *« guerre contre la terreur »*, nous sommes entrés dans l'ère de l'information totale et dans une quête de certitudes.

« Puisque nous n'avons pas su connecter les points, nous avons besoin de tous les points de tout le monde », ont dit les services de renseignement. Le département de la Défense, la CIA ou la NSA œuvrant sous les auspices de la Constitution américaine et obéissant à l'État de droit, il a fallu trouver une solution. Puisque Google et consorts n'étaient pas soumis aux mêmes contraintes, les autorités ont décidé de les laisser amasser richesse et pouvoir, afin qu'ils se chargent de connecter les points. Ainsi s'est forgée la symbiose entre la sphère publique et la sphère privée, entre la sphère du marché et celle du gouvernement.

Pendant vingt ans, nous avons ensuite été aveuglés par notre optimisme sur le pouvoir libérateur de la technologie. Au lieu de l'âge de l'information dont nous rêvions, fondé sur le partage de la connaissance permis par Internet, nous sommes renvoyés à un système féodal dans lequel des entreprises gigantesques peuvent influencer et contrôler nos comportements. C'est une double agression, contre notre autonomie et contre la démocratie.

Le pouvoir que vous décrivez est aussi immense qu'effrayant. Mais est-il vraiment effectif ?

En 2001, Larry Page, le patron de Google, se référait à la capacité de calcul de ses serveurs en parlant de *« [leur] intelligence artificielle »*. Aujourd'hui, quand Google utilise cette expression, il s'agit d'un pouvoir sans commune mesure avec ces premières déclarations. Avec le capital qu'elles possèdent, ces entreprises visent le long terme. Pour entraîner son intelligence artificielle, Facebook ingère des trillions (milliards de milliards) de données chaque jour, afin de produire 6 millions de prédictions sur nos comportements par seconde. C'est une échelle inimaginable, indéchiffrable pour le cerveau humain.

Pendant très longtemps, nous n'avions pas conscience de ce qui se jouait en arrière-plan. Puis le scandale Cambridge Analytica *[du nom de cette officine britannique spécialisée dans le conseil politique qui a siphonné 87 millions de comptes Facebook au profit des campagnes du Brexit et de Donald Trump, ndlr]* en 2018 a ouvert les yeux de l'opinion publique.

“En 2016, le camp républicain a eu recours au micro-ciblage psychologique pour manipuler des comportements numériques qui ont des effets dans le monde réel. C’est ça le gagne-pain du capitalisme de surveillance.”

Un récent rapport des autorités britanniques a tout de même montré que Cambridge Analytica a très largement survendu ses compétences…
Mais personne ne peut nier que la campagne de Trump en 2016 a utilisé la technologie publicitaire de Facebook plus efficacement que quiconque. Le camp républicain a eu recours au micro-ciblage psychologique pour manipuler des comportements numériques qui ont des effets dans le monde réel. C’est ça le gagne-pain du capitalisme de surveillance.

Vous estimez que le capitalisme de surveillance est *« tyrannique »*, mais qu’il ne requiert *« ni le fouet du despote, ni les camps ou les goulags du totalitarisme »*. Avec l’omniprésence de nos smartphones, nos applications intrusives, nos objets connectés qui mouchardent, nous sommes devenus les agents consentants de notre propre enfermement. Plus que la manipulation cognitive, n’est-ce pas la plus grande victoire du phénomène que vous décrivez ?
Nous nous sommes enchaînés nous-mêmes et c’est une intolérable tragédie. Dans nos sociétés libérales contemporaines, nous ne sommes pas éduqués à nous opposer au progrès technologique. Face à la dictature de l’inévitabilité, nous avons pourtant cruellement besoin d’alternatives et d’apprentissage citoyen. C’est d’autant plus problématique que les réseaux sociaux ont été inventés par des adolescents. Nous savons que ce moment de la vie désigne un soi inachevé.

On construit sa personnalité et son libre-arbitre en se confrontant à l'altérité, au questionnement, à la dissonance. Or ces plateformes ne renvoient pas à des questionnements intérieurs – *« Qui suis-je ? »* – mais à des logiques de groupe. Des légions de pré-adolescents et de jeunes adultes sont profondément investis dans une machinerie conçue par d'autres adolescents et sont coincés dans un monde où ils sont constamment jugés par les autres. On parle souvent d'une économie de l'attention *[qui consiste, dans la surabondance d'informations, à capter l'attention du public pour la valoriser économiquement, ndlr],* mais c'est une confusion trompeuse. L'attention n'est que l'effet d'une cause, et cette cause, c'est un impératif économique qui demande une implication permanente.

Craignez-vous que la pandémie, pendant laquelle nos vies se déroulent massivement en ligne, n'accélère cette dynamique ?

À cause du coronavirus, l'Unesco estime que près de 300 millions d'enfants n'ont pas pu aller à l'école. C'est un chiffre sans précédent. Dans le même temps, Classroom, la plateforme d'apprentissage de Google à destination des enseignants, a multiplié par deux le nombre d'utilisateurs. Contrairement à ce que pensent les dirigeants des géants du numérique, cette consolidation n'est pas liée à un soudain afflux d'amour.

Au contraire, deux enquêtes réalisées cet été montrent un renforcement du *techlash* (contraction de *technology* et *backlash,* ce mot-valise désigne le retour de bâton subi par les oligopoles de la Silicon Valley depuis deux ou trois ans, NDLR). La première dévoile que 75 % des Américains accordent plus d'importance à leurs données personnelles qu'au service offert par les plateformes ; 77 % pensent que ces entreprises ont trop de pouvoir ; 84 % ne leur font pas confiance. Dans la seconde, on apprend que la seule industrie moins populaire que Mark Zuckerberg est celle du tabac. Ces chiffres démontrent une véritable rupture entre le public et les Gafam, Facebook en particulier.

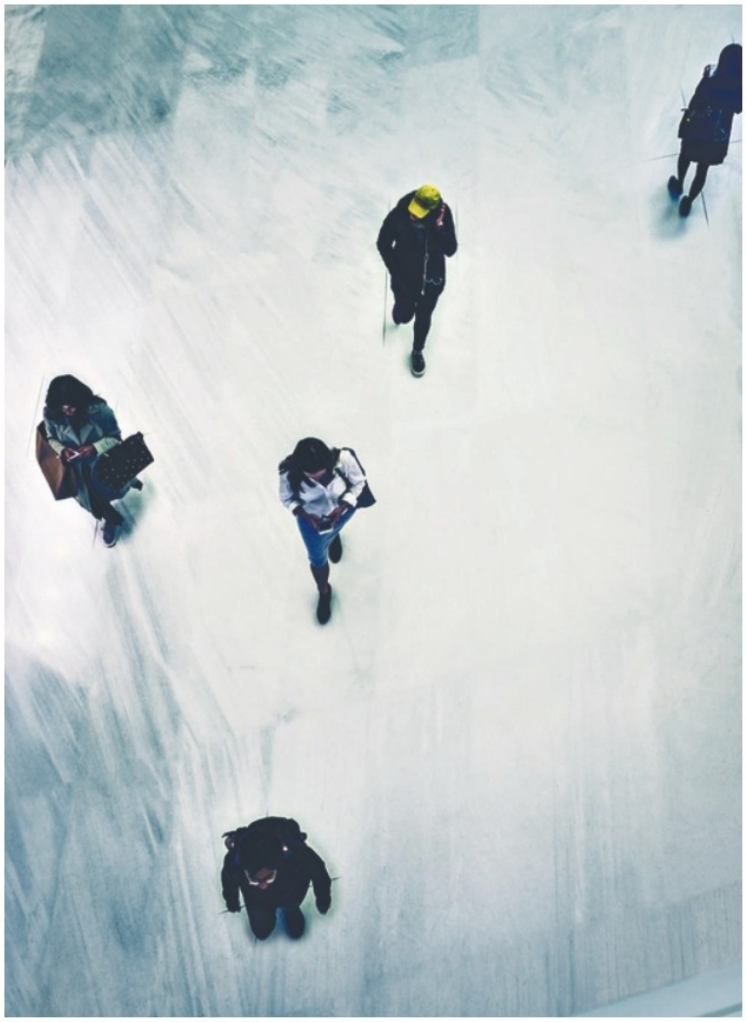
"Je suis impressionnée par notre capacité collective à nous rassembler malgré l'isolement dans lequel nous sommes maintenus. C'est un premier pas et, désormais, il faut réussir à amener cette énergie dans l'arène politique."

Ce qui rend le moment aussi intéressant qu'incertain : sous le règne du capitalisme traditionnel, les classes populaires ont su s'unir pour défendre leurs droits en s'organisant en syndicats, en faisant grève, etc. Et face au capitalisme de surveillance ?

Jusqu'à présent, nous n'étions que des utilisateurs, le terme dont nous affublent les plateformes. Une terminologie qui annonce notre anonymat interchangeable. En janvier 2019, j'ai quitté mon domicile pour trois semaines de tournée promotionnelle. Au bout

plateformes. Une terminologie qui annonce notre anonymat interchangeable. En janvier 2019, j'ai quitté mon domicile pour trois semaines de tournée promotionnelle. Au bout du compte, j'ai voyagé pendant quatorze mois. Partout où je suis allée, aux États-Unis et en Europe, j'ai demandé aux gens de résumer en un seul mot pourquoi ils venaient à ma rencontre. En les compilant, j'ai réalisé qu'ils étaient récurrents et formaient un champ lexical parfaitement cohérent : liberté, anxiété, démocratie, manipulation, contrôle, résistance, colère, rébellion, action, invasion, peur, vie privée, vol, droits, autonomie, constitution, pouvoir, justice.

Je suis impressionnée par notre capacité collective à nous rassembler malgré l'isolement dans lequel nous sommes maintenus. C'est un premier pas et, désormais, il faut réussir à amener cette énergie dans l'arène politique. Nous allons devoir inventer de nouveaux modes d'organisation, qui seront probablement différents des institutions du XXe siècle. Je pense par exemple au Real Facebook Oversight Board, lancé au mois de septembre et dans lequel je siège avec vingt-cinq autres membres de la société civile *[ce collectif a été créé afin de surveiller l'Oversight Board officiel, « cour suprême » du réseau social chargée d'arbitrer les différends liés aux contenus, ndlr].*



Des armes anciennes pourraient toutefois être efficaces, comme les lois antitrust. Pensez-vous qu'il faille démanteler Facebook ou Google ?
Ce n'est qu'une partie de la solution. Ces lois ont été conçues pour répondre à d'autres situations. Une entreprise comme Amazon était une impitoyable capitaliste avant de devenir une impitoyable capitaliste de surveillance. Autour de 2015, son patron, Jeff Bezos, a commencé à prendre conscience des incroyables revenus générés par les dividendes de la surveillance, et il s'est mis à réfléchir à un moyen d'embrasser ce modèle, en plus des pratiques dont il était déjà coutumier, qu'il s'agisse d'exploiter sa main-d'œuvre ou d'éliminer la concurrence.
On pourrait dire la même chose de Facebook ou de Google. Il est vital que nous mesurions l'ampleur exacte du problème que nous tentons de résoudre. Quand les dirigeants de ces entreprises sont auditionnés au Congrès américain, il est surtout question d'invasion de la vie privée, de géolocalisation clandestine, du risque de désinformation. Ces interrogations montrent bien qu'il ne s'agit pas seulement de démanteler des monopoles. En Europe, le Règlement général sur la protection des données *[entré en vigueur en mai 2018, ndlr]* montre à la fois la voie et qu'il est bien trop tôt pour sabrer le champagne.

Vous parlez d'un *« capitalisme renégat »* comme s'il était accidentel. Cela signifie-t-il qu'il peut être réformé ?
Le capitalisme possède cette propriété que l'historien Fernand Braudel nommait *« la longue durée »*. Il faut l'analyser à travers ce prisme, en prenant en compte les spécificités de son époque, en l'occurrence le numérique. Je le nomme renégat car il renie certains aspects du capitalisme de longue durée, indispensables à sa durabilité, particulièrement l'idée d'offre et de demande. Même si Marx ou Schumpeter *[le théoricien de la fameuse destruction créatrice, ndlr]* ne partagent évidemment pas la même vision sur ses effets, le capitalisme, aussi violent et inégalitaire soit-il, a appris à améliorer les sociétés, en renforçant par exemple les classes moyennes.

"Le capitalisme de surveillance ne s'intéresse ni à la réciprocité de l'offre et de la demande, ni à la résolution des individus. Comme la financiarisation, c'est une forme entièrement parasite, et il n'y a rien à en sauver."

Le capitalisme de surveillance s'éloigne de ce modèle en ce sens qu'il détourne la technologie de notre époque à des seules fins d'accumulation. Il ne s'intéresse ni à la réciprocité de l'offre et de la demande, ni à la résolution des problèmes que rencontrent les individus. Comme la financiarisation, c'est une forme entièrement parasite, et il n'y a rien à en sauver. Je ne pense pas qu'on puisse dire la même chose du capitalisme industriel, qui a su en partie épouser les formes d'une société démocratique.

Pour conclure sur une note plus personnelle et universelle, vous militez pour un droit au sanctuaire. Que répondez-vous à ceux, nombreux, qui prétendent qu'ils n'ont rien à cacher ?

Si vous n'avez rien à cacher, vous n'existez pas. C'est une intoxication dangereuse. Cela revient à vous laisser détrousser de votre vie privée, à abandonner toute solitude et à ouvrir votre intimité à n'importe laquelle de ces entreprises. Dire que vous n'avez rien à cacher, c'est accepter votre condition d'utilisateur vide, uniquement défini par le rapport qu'il entretient avec les technologies qu'il utilise.

À lire
L'Âge du capitalisme de surveillance, de Shoshana Zuboff, éditions Zulma, 2020, 864 pages, 26,50 euros.

réseaux sociaux | Etats-Unis | GAFAM | économie | libertés publiques | surveillance | Shoshana Zuboff

---

Olivier Tesquet,

Livre. Les Gafam et le capitalisme de surveillance

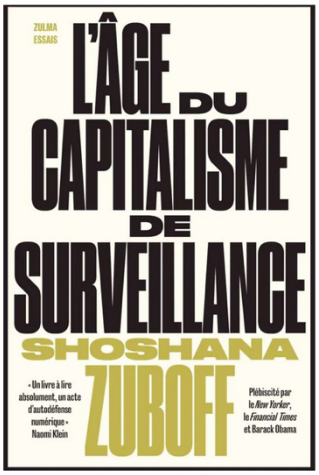
Dans un ouvrage extrêmement documenté, Shoshana Zuboff, alerte sur le pouvoir sans limites des Gafam pour lesquels nous constituons une matière première inépuisable et tellement docile.

Shoshana Zuboff. | MICHAEL WILSON

Ouest-France • Philippe COCHEREAU.

Publié le 28/02/2021 à 23h52

Shoshana Zuboff livre sans doute l'ouvrage le plus abouti jamais écrit sur les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). Ce pavé de plus de 800 pages propose un décryptage magistral des pratiques et des stratégies des géants du numérique. L'universitaire américaine raconte comment, avec des méthodes d'appropriation dignes de celles auxquelles eurent recours à d'autres époques les puissances coloniales pour s'octroyer ce qui ce qu'elles convoitaient, ils ont fait main basse sur nos données personnelles, matière première indispensable à leur course effrénée au profit et à l'édification d'empires plus puissants que des États.



L'âge du capitalisme de surveillance | ZULMA

C'est Google qui nous explore

Ayant décrété qu'ils pouvaient faire ce que bon leur semble de nos données, ils opposèrent à toute forme de contestation le fait que nous pouvions utiliser gratuitement leurs moteurs de recherche, messageries, réseaux sociaux… Des services hautement addictifs. Et pour nous « récompenser » de notre docilité et de notre collaboration active, ils inventèrent les « likes », permettant au passage d'augmenter encore le niveau d'addiction, les volumes de trafic sur leurs plateformes et donc les recettes publicitaires. Il fut un temps où nous explorions les informations disponibles sur la toile grâce à Google. Mais depuis pas mal d'années déjà c'est nous que Google explore…

Bienvenue dans ce que l'universitaire américaine, spécialiste des nouvelles technologies, nomme le « capitalisme de surveillance ». Un peu à la manière de Thomas Piketty dans son best-seller mondial « Le capital au XXIe siècle », elle démontre qu'avec les géants du numérique, le système capitaliste a, comme à d'autres moments de son histoire, muté. Ce « capitalisme de surveillance » a jeté ses filets sur l'ensemble de la planète et dans tous les secteurs d'activité à une vitesse déconcertante.

Données comportementales

Car les nouveaux maîtres du monde font école : presque tous les acteurs économiques et fournisseurs de services se sont aussi mis, à leur échelle et avec plus ou moins de sophistication, à exploiter des données personnelles dont ils ont découvert l'utilité pour leur commerce. Mais loin devant cette armada de petits joueurs, les Gafam en sont toujours au coup d'après.

La traque en continu de nos faits et gestes quotidiens via une myriade d'objets connectés (du smartphone à la voiture en passant par l'enceinte connectée et bientôt les vêtements ou le frigo…) produit un nectar : la donnée comportementale. L'opacité d'algorithmes développés avec le concours des meilleurs experts de l'intelligence artificielle recrutés à prix d'or permet aux Gafam de raffiner cette précieuse ressource a priori inépuisable.

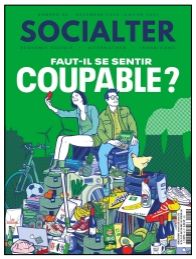
Dans quel but ? Connaître avec précision nos comportements est une chose, les rendre prévisibles avec une exactitude proche de la perfection en est une autre. Et cela devient plus facile quand on sait les manipuler. Orienter nos vies, ordonnancer nos émotions, augmenter notre appétit de consommation, dicter nos choix. Ce monde du tout et tous connectés dont le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, ne cesse de vanter les bienfaits piétine le principe du libre arbitre rangé au rayon des antiquités de l'histoire de l'humanité et menace les fondements de la démocratie s'inquiète Shoshana Zuboff.

De Big Brother à Big Other

Par analogie au fameux Big Brother de George Orwell dans *1984*, l'autrice personnifie en un Big Other ce nouveau pouvoir tentaculaire. Une pression constante de tous sur chacun. Ce Big Other n'impose pas une idéologie et une façon de penser. Sauf lorsqu'il s'allie à un pouvoir politique dictatorial. En Chine, l'asservissement de la population ouïgoure grâce à un arsenal d'outils numériques toujours plus performants et intrusifs est terrifiant et devrait nous alerter. Mais ailleurs, Big Other veut « simplement » tout savoir de nous et s'assurer que toutes les informations et données que nous lui livrons peuvent être exploitées à des fins de monétisation.

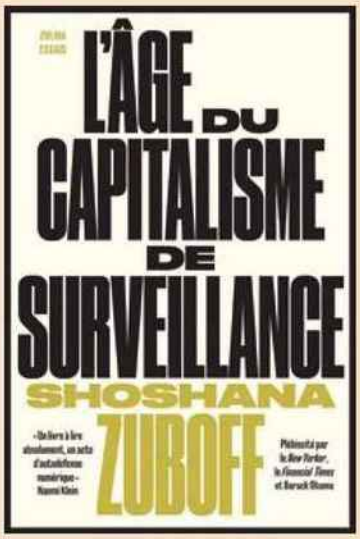
Le combat est-il trop inégal face à des sociétés qui revendiquent déjà le fait d'en savoir plus sur les individus que les individus eux-mêmes et qui n'ont pas forcément besoin de leur consentement pour capter et organiser toutes les informations les concernant ? Non, il n'est pas trop tard pour résister à cette emprise, estime Shoshana Zuboff, saluant au passage les initiatives de l'Union européenne et notamment le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données). Même si, à ce stade, refuser le dépôt de cookies par un site quelconque demeure encore terriblement fastidieux et dissuasif, nécessitant à chaque fois de cocher un formulaire renvoyant à des dizaines de pages de règles, de chartes ou de politiques de traitement des données qui relèvent du droit léonin. Cette complexité incite l'internaute à « tout accepter » pour accéder rapidement au contenu recherché.

Imposer aux géants du numérique des règles garantissant le respect des libertés fondamentales et de l'intégrité de l'individu n'a jamais été aussi nécessaire et urgent.
L'âge du capitalisme de surveillance , Shoshana Zuboff, Zulma Éditions. 864 pages, 26,50, E-book 12,99€



LIVRES ET SORTIES

La tyrannie de l'algorithme



L'Âge du capitalisme de surveillance
Shoshana Zuboff, traduit de l'anglais par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, Zulma, 15 octobre 2020, 864 pages, 26,50 €.

Vingt ans après le début du XXIe siècle, on sait d'ores et déjà qu'il ne ressemblera à aucun autre. Jamais dans l'histoire de l'humanité une telle mutation n'avait été observée : l'irruption, la croissance et aujourd'hui l'hégémonie du numérique se sont opérées à la vitesse éclair de deux décennies. Plus qu'une révolution économique, c'est une mutation d'ordre anthropologique que les Gafam – Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft – ont provoqué. Comment penser la portée d'un tel bouleversement ? Un concept popularisé en 2013 par une professeure émérite à la Harvard Business School, Shoshana Zuboff, dans un article paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, pourrait nous y aider : le « capitalisme de surveillance ». Ce concept a accouché d'un livre, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, qui vient tout juste d'être traduit en France. Parmi la pile d'ouvrages parus sur le sujet, celui de Shoshana Zuboff ne se distingue pas seulement par son poids : son ampleur théorique, analytique et critique l'impose d'emblée comme un livre de référence. Certains lui reprochent de voir dans ce capitalisme de surveillance une rupture dans l'histoire du capitalisme gommant les continuités *(1)*. Mais on ne peut reprocher à l'universitaire américaine de montrer les particularités d'un objet d'étude qui, s'il reprend des traits antérieurs du capitalisme, n'en constitue pas moins une irréductible nouveauté.

Le capitalisme de surveillance n'est, selon la définition « officielle » donnée par Zuboff, rien de moins qu'un « *nouvel ordre économique qui revendique l'expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées d'extraction, de prédiction et de vente* », ce qui constitue un « *renversement de la souveraineté du peuple* » en le dépossédant de certains droits démocratiques essentiels. Comment lui donner tort lorsqu'on connaît, depuis l'élection présidentielle américaine de 2016 et l'affaire Cambridge Analytica, l'influence d'un algorithme privé et d'exploitation secrète des données dans le processus électoral ? Le mérite de Zuboff est d'analyser les rouages de la gigantesque kleptomanie sur laquelle est fondée l'économie des Gafam – la capture des données d'utilisateurs à leur insu, voire contre leur consentement, comme base du modèle économique –, tout en décortiquant des processus historiques bien réels. Ces multinationales ne seraient jamais devenues aussi puissantes sans la brèche ouverte par les attentats du 11-Septembre, qui ont permis de faire primer la sécurité sur la liberté, et sans un intense lobbying consistant notamment à pénétrer les administrations présidentielles pour prévenir toute législation défavorable.

Mais l'enquête de Zuboff est aussi intellectuelle, remontant à la source des théories qui alimentent l'idéologie du capitalisme de surveillance : le béhaviorisme de Burrhus F. Skinner, cherchant à créer une nouvelle ingénierie sociale visant à façonner des individus entièrement prévisibles. Ce dessein se retrouve dans la notion proposée par Zuboff de « Big Other » – en référence au « Big Brother » de George Orwell – désignant le vaste « *dispositif numérique ubiquitaire* » qui, par le truchement d'ordinateurs, smartphones et autres objets connectés, travaille à rendre la société entièrement fluide, contrôlable, certaine. Face à ce doux assaut contre toute forme de singularité humaine, Shoshana Zuboff nous offre une arme de résistance pour décoder les renoncements collectifs que, sans bruit, les géants du numérique nous imposent sous couvert d'inévitabilité du progrès technologique.

Youness Bousenna

(1) Sébastien Broca, « Surveiller et prédire », La Vie des idées, 7 mars 2019.

Tous droits réservés à l'éditeur

En attendant Nadeau
Journal de la littérature, des idées et des arts

Surveiller et s'enrichir

par Santiago Artozqui • 20 janvier 2021

Quand des techniques de marketing se transforment en outils d'atteinte à nos libertés et font vaciller nos démocraties, il est urgent de comprendre ce qui se passe et qui sont les acteurs de cette dérive. Pour ce faire,* L'âge du capitalisme de surveillance, *essai fondamental de la sociologue, économiste et psychologue Shoshana Zuboff, est une lecture absolument incontournable.

Shoshana Zuboff, *L'âge du capitalisme de surveillance*. Trad. de l'anglais (États-Unis) par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel. Zulma, 864 p., 26,50 €

Pour des raisons que nous avons encore malheureusement tous à l'esprit, l'année 2020 a redessiné la carte de nos rapports avec le monde numérique et vu exploser la valorisation boursière des GAFA. Google, Apple, Facebook, Amazon, mais également Twitter, Zoom, ou tout simplement Internet, ont pris dans nos vies une place disproportionnée. Ces entreprises – ces entités – sont en train de remodeler le monde, les sociétés et les individus… mais pour aller vers quoi, comment et à quel prix ?

Shoshana Zuboff © Michael Wilson

Si l'on ne devait retenir qu'une seule chose du passionnant pavé de Shoshana Zuboff, c'est que la façon dont Google et Facebook exploitent les données que nous leur fournissons, souvent à notre insu, est le fruit d'une volonté délibérée de leur part, que leurs pratiques liberticides ne sont en rien inévitables et qu'elles doivent – et peuvent – être combattues. Mais, comme l'auteure l'écrivait en août 2020 en conclusion de la préface qui figure dans la traduction française de son livre (publié aux États-Unis en janvier 2019) : « *Nous ne pouvons lutter contre ce que nous ne comprenons pas. La maîtrise des faits et de leurs implications est essentielle. La nature du pouvoir exercé par le capitalisme de surveillance pour contrôler les individus et la société ne se compare à rien dans notre répertoire historique. C'est une créature du XXIe siècle* [...] *Si nous voulons combattre cette créature avec quelque espérance de succès, il nous faut la connaître en profondeur.* » C'est tout l'intérêt de ce livre.

La première partie de *L'âge du capitalisme de surveillance*, qui en compte trois, décrit comment Google a inventé et mis en pratique le concept de « surplus comportemental », lequel consiste à valoriser les traces numériques que nous laissons en permanence et à tirer de cette matière première des prédictions sur notre comportement futur. Pour la petite histoire, quand Larry Page et Sergey Brin, jeunes étudiants tout juste sortis de Stanford, ont fondé Google, ils étaient plutôt idéalistes et résolument opposés à la publicité et aux revenus qu'elle procure, comme en témoigne l'article qu'ils ont cosigné en 1998 pour présenter leur moteur de recherche lors du World Wide Web Consortium, où ils écrivaient : « *Il est probable que les moteurs de recherche financés par la publicité favoriseront par essence les annonceurs, loin des besoins des consommateurs.* [...] *Nous sommes convaincus que la question de la publicité suscite assez de motivations mixtes pour qu'il soit crucial de disposer d'un moteur de recherche compétitif qui soit transparent et appartienne au domaine universitaire* ». Cette approche laissait beaucoup d'investisseurs sceptiques quant à la possibilité de faire de Google une entreprise rentable, malgré la qualité technique d'un moteur de recherche qui répondait plus vite et mieux que les autres aux besoins des utilisateurs. Les choses en étaient là quand, en avril 2000, la bulle Internet a explosé. Sous la pression des investisseurs, Page et Brin abandonnèrent leur « *farouche opposition à la publicité* » et le but premier de l'entreprise, qui consistait jusqu'alors à apporter à chaque utilisateur la meilleure réponse à sa requête, fut modifié. Désormais, Google allait consacrer « *sa puissance et son expertise informatiques* [à] *faire coïncider publicité et requêtes* ». Au-delà de son caractère anecdotique, cette volte-face démontre que ce n'est pas « la main invisible du marché » qui a rendu l'outil performant : il l'était depuis le début. Le problème, c'est qu'il n'était pas rentable, et qu'il a donc fallu s'en servir autrement.

D'ailleurs, depuis la fin des années 1990, des voix se sont élevées aux États-Unis et en Europe sur l'espace de non-droit qu'était Internet, et en 2000, dans un rapport, la Federal Trade Commission préconisait de légiférer au niveau fédéral pour « *protéger les consommateurs en ligne en dépit de la tendance dominante hostile à toute régulation* ». Mais, après les attentats du 11 septembre 2001, tout a changé : « *Désormais, la priorité était massivement donnée à la sécurité plutôt qu'à la vie privée.* » Et effectivement, au cours des dix années suivantes, Google a collaboré avec la CIA et le Pentagone pour améliorer la captation, la gestion et la monétisation de ce fameux « surplus comportemental », avec le succès que l'on sait.

Vingt ans plus tard, cette pratique est devenue tellement omniprésente qu'on ne la perçoit plus, mais elle a gagné absolument tous les secteurs. Nos téléphones et nos ordinateurs, bien sûr, mais également le monde physique, avec la carte de fidélité de telle ou telle grande surface qui offre une « réduction » sur le prix des achats et récolte en échange le relevé exact de ce que nous achetons, quand, où et à quelle fréquence, sans parler de l'Internet des objets, les capteurs dans nos frigos ou dans nos montres qui transmettent (par exemple) des données de santé à des assureurs qui modulent leurs primes en conséquence... et la liste n'est pas exhaustive. Ces traces numériques permettent de faire des prédictions étonnamment précises sur ce que nous désirons, suffisamment en tout cas pour que les annonceurs les achètent à prix d'or à Google. L'aphorisme « Quand c'est gratuit, c'est vous le produit » est faux. Pour le capitalisme de surveillance, nous ne sommes pas un produit, nous sommes une ressource. Le produit, ce que Google vend aux annonceurs, ce sont les prédictions sur notre comportement futur qu'il tire de nos interactions numériques.

Bureaux d'Amazon © CC/Time Foremski

L'incursion de la dystopie dans notre quotidien aurait pu se limiter à cela, mais, comme nous l'explique Shoshana Zuboff dans la deuxième partie de son livre, il ne s'agissait pourtant que d'une première étape. La suivante a consisté non plus à anticiper, mais à modifier notre comportement dans le monde physique. La première réussite retentissante de ce nouveau projet (en 2016) a pris la forme d'un jeu, Pokémon Go, qui adoptait la structure d'une chasse au trésor. Il s'agissait de « chasser » des Pokémon, muni de son téléphone, lequel filmait l'environnement réel et incrustait aux endroits de son choix des créatures virtuelles qui n'apparaissaient qu'à l'écran. Dès les premiers jours de lancement du jeu, les entreprises furent captivées par la potentialité de la chose. Par exemple, « *le propriétaire d'une pizzeria du Queens, à New York, paya dix dollars pour acheter des modules leurres, un gadget virtuel qui permettait d'attirer les créatures dans des endroits précis : les Pokémons s'installaient sur les tabourets du bar et dans les toilettes de l'établissement. Pendant le premier week-end après le lancement de l'appli, les ventes de la pizzeria augmentèrent de 30 % ; par la suite, il semble qu'elles se soient stabilisées à 70 % au-dessus de la moyenne.* » Bien sûr, Niantic, la filiale de Google qui avait conçu cette appli, collectait un flot de données bien supérieur à ce dont le bon fonctionnement du jeu, déjà gourmand en la matière, avait besoin pour tourner. Mais l'important, ce qui faisait se pâmer les investisseurs, c'était la démonstration à l'échelle mondiale que le concept fonctionnait. En effet, de Séoul à San Francisco en passant par Rio ou Paris, des troupeaux d'individus cavalaient joyeusement là où on voulait qu'ils aillent et s'achetaient des « Pokémon Go Frappuccino » chez Starbucks tandis que Spotify annonçait « *un triplement des ventes de musique associées à Pokémon* ».

Toutes les tentatives d'utiliser la réalité augmentée pour influencer nos comportements dans le monde physique n'ont pas été couronnées de succès. Les lunettes de Google, antérieures à Pokémon Go de quelques années, n'ont jamais dépassé le stade de prototype, par exemple. Mais lorsqu'on prend conscience que le capitalisme de surveillance a vingt ans cette année, on peut légitimement penser qu'il n'en est qu'à ses débuts pour ce qui est de l'influence qu'il pourrait exercer sur nos sociétés et sur nous-mêmes. Néanmoins, et c'est l'objet de la troisième partie du livre, nous pouvons faire évoluer le monde numérique, nous ne sommes pas condamnés à subir sans rien dire le capitalisme de surveillance.

Comme Shoshana Zuboff le martèle tout au long de son livre, il faut connaître ce que l'on veut combattre. Par exemple, quand on parle des GAFAM, on parle de sociétés qui ne sont pas du tout semblables dans leur fonctionnement, leur modèle économique et leurs objectifs. En effet, Google et Facebook tirent tous leurs bénéfices du surplus comportemental, alors qu'Apple vend des objets

physiques et prélève un pourcentage sur les applis présentes dans son Store (sans entrer dans les détails, Amazon se situe à mi-chemin entre ces deux pôles, tandis que Microsoft, comme souvent à la traîne, fait tout pour se rapprocher du modèle de Google et Facebook). Pour dire les choses simplement, lorsque Apple vous vend un téléphone ou un service, son argumentaire repose sur le fait que son produit respecte votre vie privée, et quand il enregistre des données vous concernant (ce qu'il fait), il n'est pas dans son intérêt de les revendre à des tiers. De fait, ça serait même stupide. Quand il s'agit de combattre le capitalisme de surveillance, il est donc peu pertinent et particulièrement inefficace de mettre Apple dans le même sac que Google ou Facebook. (Bien sûr, Apple demeure une multinationale et il y a certainement beaucoup à dire sur ses pratiques fiscales ou industrielles, notamment la production de ses produits en Chine, mais ce débat-là relève plutôt du capitalisme managérial classique.)

Il est intéressant de noter qu'une actualité toute récente met en lumière cette divergence d'intérêts. Le 16 décembre 2020, Facebook a lancé une campagne sur son site pour s'élever contre une mesure qui, selon Dan Levy, à la tête du département publicité et commerce de Facebook (*head of ads and businesses products*), serait nuisible aux petits commerces en ligne. À partir du 1er janvier 2021, Apple oblige toutes les applis qui enregistrent les données d'un utilisateur à lui en demander l'autorisation préalable. Bien sûr, la démarche de Levy, empreinte d'altruisme et d'amour pour la petite entreprise, n'a rien à voir avec le fait que l'appli Facebook va devoir à présent demander à ses utilisateurs l'autorisation d'enregistrer tout ce qu'ils font. On a le droit de rire !

Par ailleurs, début janvier 2021, WhatsApp (entreprise que Facebook a rachetée en 2014 pour 22 milliards de dollars – et non pas 16, comme annoncé dans un premier temps) a publié une modification de ses conditions d'utilisation qui interdira l'usage de l'appli à ceux qui refusent de partager leurs données avec les autres « entités Facebook ». On commence à rire jaune, là. Car il faut bien comprendre que nous sommes tous identifiés et méticuleusement répertoriés dans des bases de données sur lesquelles Mark Zuckerberg exerce un pouvoir absolu (s'il ne détient que 13 % du capital, il a 58 % des droits de vote, et ce qu'il décide a donc force de loi : Facebook, c'est lui).

L'Apple Park, siège social de l'entreprise à Cupertino (Californie) © CC/Daniel L. Lu

C'est cette notion de pouvoir qui traverse l'ensemble de la dernière partie du livre. « Qui sait ? Qui décide ? Qui décide qui décide ? » À la première de ces trois questions, Shoshana Zuboff a déjà répondu : ce sont bien sûr Google et Facebook, qui, en détenant les données, savent. Et ce sont donc eux, « *grâce au pouvoir injustifié qui découle de ce savoir* », qui décident. L'auteure définit alors ce qu'elle nomme le « *pouvoir instrumentarien* » qui « *remplace l'ingénierie des âmes par celle du comportement* ». Ce pouvoir ne repose plus sur la possession des moyens de production, mais sur celle des moyens de modification des comportements. Là où le totalitarisme cherchait la possession totale, l'instrumentarisme cherche la certitude totale, là où le premier s'adressait à la masse (politique), le second s'adresse à la population (statistique). Là où la théorie légitimait la pratique, c'est la pratique qui dissimule la théorie. Et c'est en Chine que l'instrumentarisme s'épanouit aujourd'hui : « *Le gouvernement chinois, en effet, développe à grande échelle un système de crédit social* [...] *dont le but est de se servir de l'expansion massive des données personnelles* [...] *pour améliorer le comportement des citoyens.* [...] *Bien que ce crédit social soit invariablement décrit comme une forme de* "totalitarisme numérique" *et souvent comparé au monde orwellien de* 1984, *on le comprendra mieux en y voyant une apothéose du pouvoir instrumentarien nourri par des sources de données publiques et privées et contrôlé par un État autoritaire.* [...] *Le but est de parvenir à des résultats garantis d'ordre social plutôt que* commercial ». Ce n'est peut-être pas orwellien, mais ça fait peur quand même ! Désormais, on n'a plus besoin de nous terroriser puisqu'on peut modeler notre comportement à notre insu.

Alors, comment agir pour lutter contre cela ? « *Qui décide qui décide ?* » Selon Shoshana Zuboff, la réponse à cette troisième question ne dépend que de nous. Parce qu'aux orientations purement vénales que Google et Facebook ont prises à la faveur d'un désert législatif puis de la vague sécuritaire qui a suivi les attentats du 11-Septembre, nous pouvons opposer nos votes en soutenant les candidats qui souhaitent donner un cadre juridique et fiscal aux pratiques de ces deux entreprises. L'opinion publique est un rouage essentiel dans cet affrontement, pour que « *ceux qui font les lois et les politiques publiques aient le soutien du peuple* ». D'ailleurs, dans sa préface (d'août 2020, rappelons-le), Shoshana Zuboff indique : « *Les législateurs de l'Union européenne, du Royaume-Uni et – oui, des États-Unis – ont enfin ouvert les yeux sur ce qui est le défi du siècle ; la France a en la matière un rôle de leadership essentiel. Les dix prochaines années seront décisives.* » Et l'auteure insiste : il est essentiel que nous comprenions que la situation actuelle n'a rien d'inéluctable et qu'elle n'est pas irréversible.

À la lecture de *L'âge du capitalisme de surveillance*, on est saisi par le monumental travail d'enquête et de réflexion qu'a effectué Shoshana Zuboff pour l'écrire, et il paraît désormais difficile de réfléchir au monde contemporain sans se familiariser avec les analyses et les concepts développés dans cet ouvrage. Les plus radicaux contesteront peut-être certaines des conclusions de l'auteure. N'étant ni anticapitaliste ni opposée au monde numérique, Shoshana Zuboff ne chante pas les vertus du Grand Soir ou celles de la décroissance, mais voudrait plutôt légiférer pour revenir à l'idée première d'Internet, un écosystème numérique qui favorise la circulation et la démocratisation des savoirs. Dans le chapitre où elle définit le concept de « surplus comportemental », elle écrit : *Google est au capitalisme de surveillance ce que Ford Motor Company et General Motor étaient au capitalisme managérial fondé sur la production de masse* ». Selon elle, c'est par la loi qu'on a rendu le capitalisme managérial compatible avec la société et la démocratie, et c'est par la loi qu'on fera de même avec le capitalisme de surveillance. En fin de compte, Shoshana Zuboff nous incite simplement à comprendre, à réfléchir et à voter.

Le Canard enchaîné

Pays : FR
Périodicité : Hebdomadaire

Date : 30 decembre 2020
Page de l'article : p.4

Portrait des cinq en flics du Net

UNE SORTE d'économie policière : pour Shoshana Zuboff, professeure à la Harvard Business School, c'est ce que les Gafam ont réussi à imposer dans les années 2000. Elle décrit le phénomène dans un récent – et imposant bouquin (1). Tout, selon elle, repose sur l'exploitation des données des utilisateurs du Web que les cinq géants américains vendent à des annonceurs, et qui permettent de prédire des comportements humains. Extraits.

● Illusion démocratique

« Le capitalisme de surveillance va à l'opposé du rêve initial du numérique. Il défait l'illusion que le modèle du réseau aurait une sorte de contenu éthique inhérent (…) tendant naturellement vers la démocratisation du savoir. La connexion numérique est désormais un moyen pour que d'autres atteignent leurs objectifs commerciaux (…). Les véritables clients du capitalisme de surveillance sont les entreprises qui achètent des comportements futurs sur les marchés. » Et ça rapporte gros !

● Tous accros

« Notre dépendance est au cœur du projet commercial de surveillance. Un engourdissement psychique nous rend insensibles au fait d'être géolocalisés, analysés, exploités (…). Le capitalisme de surveillance sait tout de nous alors que ses opérations sont conçues pour que nous n'en sachions rien. » Aveugles et consentants ?

● Libertaires à terre

« Les capitalistes de surveillance se sont très vite rendu compte qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient, et ils l'ont fait. Ils ont pris les habits de la défense des droits et de l'émancipation (…), alors que l'action véritable se passait en coulisses. » Contre cette police numérique, que fait la police ?

● Hors-la-loi revendiqués

« Schmidt, Brin et Page (les fondateurs de Google) *ont ardemment défendu leur droit de s'affranchir de la loi (…) pour se protéger du rythme lent des institutions démocratiques. »* En 2011, Schmidt a repris à son compte une ironique déclaration d'Andy Grove, le défunt pédégé d'Intel : *« La high-tech court trois fois plus vite que les affaires normales. Et le gouvernement court trois fois moins vite que les affaires normales. Nous avons donc un écart de neuf fois. Et ce que* [n]*ous voul*[ons] *faire, c'est* [n]*ous assurer que le gouvernement ne* [n]*ous fait pas obstacle et ne ralentit pas les choses. »*

Pas de problème, puisque, le « gouvernement », c'est largement eux…

● Lobbyistes à fond

« Google et Facebook font du lobbying pour supprimer la protection de la vie privée en ligne, limiter les réglementations, affaiblir ou bloquer la législation améliorant la confidentialité et contrecarrer toute tentative de restreindre leurs pratiques parce que ces lois constituent des menaces existentielles. »

Google, qui dépense plus que toute autre entreprise, n'a pourtant déclaré que 18 millions de dépenses de lobbying en 2018 ! Une misère pour un groupe qui, l'an dernier, a engrangé 34,3 milliards de dollars de bénéfice, et promet de faire mieux cette année, en dépit du Covid et des coups d'épingle des politiques…

(1) « L'Age du capitalisme de surveillance », Zulma, 864 p., 26,50 €. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel.

Tous droits réservés à l'éditeur

LE CHEVAL DE TROIE *TECHNOLOGIQUE*

LE CAPITALISME de surveillance s'est accaparé avec succès la liberté *et* le savoir. Il s'est défait structurellement du lien avec les gens. Poussé par ses ambitions collectivistes et fort de l'indifférence radicale que nécessitent, encouragent et nourrissent ces trois avantages, il nous propulse vers une société dans laquelle le capitalisme ne fonctionne pas comme un outil d'accès à l'économie inclusive ou aux institutions politiques. Il faut plutôt considérer le capitalisme de surveillance comme une force sociale profondément antidémocratique. Ce raisonnement n'est pas le mien seul. Il fait écho à la défense acharnée des perspectives démocratiques que Thomas Paine exprime dans ses *Droits de l'homme*, chef-d'œuvre polémique dans lequel il s'opposait à l'idéal monarchique exprimé par Edmund Burke dans *Réflexions sur la révolution de France*. Paine se faisait l'avocat des capacités de l'homme du peuple et rejetait les privilèges de l'aristocratie. Pour cette raison, en particulier : l'absence de responsabilité des aristocrates au regard des besoins du peuple. « Car une organisation constituée d'individus qui ne se tiennent pour responsables de personne ne devrait inspirer confiance à personne. »

L'intrusion anti-démocratique et anti-égalitaire du capitalisme de surveillance peut donc être décrite avec acuité comme un coup d'État guidé par le marché. Ce n'est pas un coup *d'État* au sens traditionnel du terme mais plutôt un coup *des gens* : un renversement, non de l'État mais du peuple, sous la forme du cheval de Troie technologique qu'est Big Other. Fort de son annexion de l'expérience humaine, ce *coup* permet d'obtenir des concentrations de savoir et de pouvoir exclusives qui maintiennent une influence privilégiée sur la division du savoir dans la société la privatisation, donc, du principe central de l'ordonnancement social au XXIe siècle. De même que les *Adelantados* et leurs incantations silencieuses à l'époque du *Requirimiento*, le capitalisme de surveillance opère de manière déclarative et impose les relations sociales d'une autorité absolutiste prémoderne. C'est une forme de tyrannie qui se nourrit du peuple mais qui n'en émane pas. Paradoxe surréaliste : ce *coup* est célébré comme un triomphe de la « personnalisation », alors qu'il souille, ignore, efface et supplante tout ce qui est personnel en vous et moi.

« Tyrannie » n'est pas un mot que j'emploie à la légère. De même que la ruche instrumentarienne, la tyrannie annihile la politique. Elle est enracinée dans son propre filon d'indifférence radicale : là, tous, hormis le tyran, sont envisagés comme organismes parmi d'autres organismes, en une équivalence d'Autres. La tyrannie, disait Hannah Arendt, est une perversion de l'égalitarisme car elle traite tous les individus comme également insignifiants : « Le tyran gouverne en accord avec sa propre volonté, son intérêt [...] celui qui gouverne seul contre les autres, et ces "autres" qu'il opprime sont tous égaux, c'est-à-dire également impuissants. » Dans les théories politiques classiques, remarque-t-elle, le tyran « n'est pas du tout humain [...], c'est un loup à visage d'homme ».

Le capitalisme de surveillance règne par le truchement d'un pouvoir instrumentarien qui s'incarne en Big Other, lequel, comme les tyrans historiques, existe hors de l'humanité tout en épousant, paradoxalement, une forme humaine. La tyrannie exercée par le capitalisme de surveillance n'a pas plus besoin du fouet du despote que des camps et des goulags du totalitarisme. Tout ce dont elle a besoin se trouve dans les messages rassurants et les emojis de Big Other ; la pression des autres – non par la terreur, mais par leur irrésistible appel à la convergence ; les ourlets de votre chemise saturés de capteurs ; la voix douce qui répond à vos questions ; la télé qui vous entend ; la maison qui vous connaît ; le lit qui accueille vos murmures avec joie ; le livre qui vous lit... Big Other agit pour le compte d'un montage sans précédent d'opérations commerciales qui doivent modifier le comportement humain – c'est la condition de leur succès. Ce montage remplace le contrat légitime, l'autorité de la loi, la politique et la confiance sociale par une nouvelle forme de souveraineté et son régime de renforcements administrés par des acteurs privés.

Le capitalisme de surveillance est une forme sans limite qui ignore les distinctions anciennes entre marché et société, marché et monde, marché et individus. C'est une forme avide de profit dans laquelle la production est subordonnée à l'exploitation, les capitalistes de surveillance exigeant le contrôle sur des territoires humains, sociétaux et politiques situés bien au-delà de ce qui est d'ordinaire le champ d'action des entreprises privées ou du marché. Empruntons son point de vue à Karl Polanyi. Le capitalisme de surveillance annexe l'expérience humaine aux dynamiques de marché de sorte qu'elle renaît en tant que comportement : c'est sa quatrième « marchandise fictive ». Les trois autres, telles que définies par Polanyi – terre, travail, argent – étaient soumises à la loi. Et même si cette dernière est imparfaite, les institutions du droit du travail, du droit de l'environnement et du droit bancaire sont des cadres réglementaires destinés à défendre la société (et la nature, la vie, les échanges financiers) des pires excès du pouvoir destructeur du capitalisme brut. L'expropriation de l'expérience humaine effectuée par le capitalisme de surveillance n'a pas connu de semblables garde-fous.

Shoshana Zuboff

Professeure émérite à la Harvard Business School et professeure associée à la Harvard Law School, elle s'emploie à décrypter les mutations que les grandes plateformes numériques portent au détriment de la démocratie et, plus généralement, de nos vies elles-mêmes, qu'elles tendent à modeler. Du fait de son ambition et de sa puissance d'analyse, son dernier livre, L'Âge du capitalisme de surveillance *(Zulma, 2020), a souvent été comparé au travail réalisé par Karl Marx dans* Le Capital.

L'Âge du capitalisme de surveillance, traduction de Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel © Zulma, 2020

Illustration Stéphane Trapier

Tous droits réservés à l'éditeur

AOC
Entretien

samedi
24.10.20

Shoshana Zuboff : « Nous avons besoin de nouveaux droits pour sortir du capitalisme de surveillance »

Par Yves Citton

Sociologue et professeure émérite à la Harvard Business School, Shoshana Zuboff s'est intéressée à l'économie des big data. Alors que son dernier livre paraît en français, elle expose ici les rouages du « capitalisme de surveillance », dernier stade du capitalisme à l'ère numérique, marqué par la transformation de nos données personnelles en produits marchands. Un phénomène inquiétant qui devrait nous conduire à définir au plus vite un droit qui garantisse à chacun la souveraineté sur son expérience personnelle.

Shoshana Zuboff enseigne à la Harvard Business School depuis 1981. Elle a publié en 1988 une analyse des transformations du travail dans *In the Age of the Smart Machine: The Future of Work and Power*. En 2019, elle fait paraître un livre déjà traduit en une vingtaine de langues, qui a d'ores et déjà un impact considérable sur les analyses de l'économie des big data et des plateformes, et qui vient de paraître en français aux éditions Zulma sous le titre *L'âge du capitalisme de surveillance*. *Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir.* Elle présente ici quelques points fondamentaux de l'appareil théorique proposé par son ouvrage, en même temps qu'elle discute des revendications politiques sur lesquelles il débouche. YC.

Comment inscrivez-vous l'économie actuelle des big data et de la surveillance dans les développements du capitalisme ?
Il y a un modèle de longue durée que suit le capitalisme et qu'a décrit Karl Polanyi dans *La Grande Transformation* dans une analyse restée célèbre. Ce modèle est en fait très complexe. Il implique que le capitalisme évolue et se développe en prenant des objets qui existent en dehors de la dynamique du marché, et en les insérant dans cette dynamique du marché,
en les transformant en objets qui peuvent être vendus et achetés. C'est ce que Polanyi appelait des *marchandises fictionnelles*. Le capitalisme industriel a fait cela en visant la nature, une nature qui vivait innocemment sa propre vie. Les prairies, les rivières et les forêts se sont trouvées intégrées à la dynamique du marché et transformées en sources de matières premières, en sources d'énergie, en biens fonciers et immobiliers, en choses qui pouvaient être vendues et achetées. Au cours de cette marchandisation, nous perdons la trace de la nature comme nature, et nous ne pouvons plus la percevoir que sous sa forme marchande. En parlant de « marchandises fictionnelles », Polanyi attirait l'attention sur le fait que la nature n'est pas en elle-même une marchandise, qu'elle n'est pas née marchandise : elle est devenue marchandise à cause du capitalisme.
Avançons maintenant, très rapidement, vers le XXIe siècle, le siècle du numérique. Nous sommes dans la Silicon Valley, parmi les start-up, en l'an 2000 ou 2001. Il s'y produit ce qu'on appelle « l'effondrement de la bulle Internet » : le marché se rend compte que toutes ces petites start-up ont été surévaluées. Les investisseurs se retirent et beaucoup de start-up font faillite. Cela s'explique en partie par le fait qu'elles n'ont pas trouvé de moyen de monétiser leurs activités. Elles sont sur Internet, elles ont des clients et elles offrent des produits et des services,

mais elles ne gagnent pas d'argent : elles n'ont pas trouvé leur marchandise fictionnelle. Pendant un moment, ça a été la panique dans la Silicon Valley. Quelle sera la « marchandise fictionnelle » de la nouvelle économie, qui pourra être vendue et achetée, qui produira ex nihilo des revenus et du profit ? Personne, personne ne savait. Personne ne comprenait. Personne n'avait la réponse.

C'est là le tournant de la nouvelle forme de capitalisme que vous appelez le « capitalisme de surveillance » ?

Exactement, et voilà comment s'est opéré ce tournant. La réponse – et c'est Larry Page qui l'a formulée en 2001, je crois, pour Google – c'était ce qu'on a appelé « les données personnelles ». Mais plus précisément, c'était l'expérience humaine personnelle. À un moment donné, on a compris que l'expérience humaine personnelle était le nouveau bois vierge, la nouvelle forêt, la nouvelle prairie inexploitées – pouvant être monétisée et transformée en marchandise fictionnelle. Une nouvelle source de matière première qui pouvait être revendiquée unilatéralement et qui pouvait être introduite dans la dynamique du marché. Donc, à la place de la nature, c'était la nature humaine : notre expérience personnelle. Et par là-même, ce qui s'est passé, c'est qu'on a considéré l'expérience humaine personnelle comme une matière première disponible, traduite en données comportementales par les processus informatiques de ces entreprises.

L'important est de comprendre que ces données comportementales étaient alors implicitement définies comme confidentielles. Elles étaient à nous sans même qu'on pense qu'elles pouvaient être appropriées par autrui. Eh bien, elles se sont trouvées transférées, déplacées dans ce que je considère comme une nouvelle « chaîne d'approvisionnement ». Chaque interface avec des entreprises comme Google, chaque interface activée par Internet s'est fait intégrer dans une chaîne d'approvisionnement. Et maintenant, on a des réseaux de chaînes d'approvisionnement complexes, qui commencent avec la recherche et la navigation en ligne, mais qui s'étendent désormais à toute activité en ligne.

Les données comportementales prétendument confidentielles, qui circulent dans les chaînes d'approvisionnement, où vont-elles ? Eh bien, comme toutes les matières premières, elles vont dans une usine. Mais c'est une usine de l'ère numérique, nommée « intelligence artificielle », « apprentissage machine » ou « apprentissage automatique ». Et ce qui se passe dans cette nouvelle forme d'usine, c'est la même chose que ce qui se passe dans toutes les usines : on fabrique des produits. Sauf que dans le cas présent, ce sont des produits informatiques.

Quelle est la spécificité de ces produits mis en circulation par le capitalisme de surveillance ? Qu'est-ce donc qui s'y vend ?

Pendant des années, quand j'essayais de comprendre les fondements du capitalisme de surveillance, ses mécanismes fondamentaux, je regardais toute la journée des vidéos de gens comme Eric Schmidt ou Larry Page – les dirigeants de Google – en train de donner une conférence, de discuter avec des développeurs, de prononcer des discours ou de parler de leurs résultats financiers. Et cela m'a fasciné d'entendre si souvent Eric Schmidt répéter : « Vous savez, nous ne vendrons jamais vos informations personnelles ». Je m'asseyais à mon bureau et je pensais : pourquoi ne le fait-on pas arrêter, ou dénoncer, pour avoir tout simplement menti aux gens ? Je veux dire : comment peut-il affirmer « nous ne vendrons jamais vos informations personnelles », alors que c'est précisément ce qu'ils font ?

Mais peu à peu, je me suis plutôt efforcée de répondre à la question suivante, qui est un peu différente : comment se fait-il que ce que répétait Eric Schmidt est finalement vrai ? J'ai décidé de supposer qu'il n'a pas le culot de mentir à tout le monde encore et encore. Et c'est ainsi que j'ai pu comprendre le surplus comportemental. C'est cela que monétise le capitalisme de surveillance. Car il s'avère que ce qui se trouve dans ces chaînes d'approvisionnement ne se limite pas aux « informations personnelles », que je donne sciemment à Google, Facebook,

Amazon, Microsoft, Twitter ou autre. Ces informations personnelles que je donne sciemment en échange de services gratuits ne représentent qu'une infime partie des informations qu'ils ont sur moi. Leur modèle repose sur le fait que, bien au-delà de ces seules informations personnelles, ils passent en revue chacune des empreintes que je laisse dans le monde numérique, chaque trace que je laisse de mon activité sur Internet, où que ce soit. Ils extraient toutes ces traces et les analysent pour leurs signaux prédictifs.
L'important est qu'ils ont découvert très tôt – et on peut le voir dans leurs demandes de brevet – qu'ils pouvaient rechercher des informations personnelles sur l'ensemble de l'Internet, où que l'on soit. Et ils pouvaient rassembler toutes ces informations, et, à partir de ces données, les scientifiques disent être capables d'induire ou de déduire des informations vous concernant et que vous n'aviez jamais eu l'intention ni la conscience de divulguer : votre orientation politique, votre personnalité, votre orientation sexuelle, etc.

C'est tout ceci qui constitue « le surplus comportemental » qui est la nouvelle matière première exploitée par le capitalisme numérique ?
Oui, et un an plus tard, lorsque Facebook est apparu, la collecte d'informations ne s'est pas cantonnée à ce que vous dites dans un post. Elle s'est rapidement étendue au fait que vous y utilisez des points d'exclamation, ou des puces. Ce n'est pas seulement les photos de votre visage qui vous taguent, c'est l'analyse des muscles de votre visage pour déceler les micro-expressions, parce que celles-ci trahissent vos émotions et que vos émotions prédisent fortement votre comportement. Et puis c'est la saturation des couleurs des photos, pas seulement le contenu des photos. Toutes ces données, ce sont des surplus comportementaux, qui donnent des informations. En tant qu'utilisateurs, nous ne pouvons pas les identifier, et nous n'avons aucune idée de la manière dont ils sont extraits.
Je résume : ce qui entre dans les tuyaux du capitalisme de surveillance, ce qui arrive dans ses nouvelles usines, c'est en partie des informations que
nous avons sciemment données (les « données personnelles »), mais ce sont surtout ces énormes flux de surplus comportementaux qu'ils nous soustraient. Cela a commencé avec nos traces laissées en ligne, mais maintenant, cela s'étend à tous nos comportements, à tous nos déplacements, c'est le fondement de la révolution de la mobilité. En effet, si le smartphone a été inventé, c'est parce que le smartphone est devenu la mule du surplus comportemental. Chaque application que l'on installe sur son téléphone transmet le surplus comportemental – en même temps que les informations que vous avez données à l'application – dans ces « agrégateurs », dans leurs chaînes d'approvisionnement : la localisation du microphone, la caméra, les contacts, tout cela.

Vous distinguez clairement le cas restreint des « données personnelles » des masses bien plus larges de ce que vous appelez « surplus comportemental ». Je me demande si une distinction similaire pourrait se faire entre le cas restreint de ce qu'on appelle habituellement « l'attention » et ces masses bien plus importantes que vous appelez « expérience humaine personnelle ». Cela remettrait dans une perspective très différente, et très suggestive, ce qu'on appelle « l'économie de l'attention ».
Oui, je pense en fait que le langage de « l'économie de l'attention » a empêché le grand public de comprendre ces phénomènes, et que c'est un concept malavisé. Pour être honnête, lorsque j'écrivais ma thèse de doctorat à Harvard en psychologie sociale dans la deuxième moitié des années 1970, on faisait notre travail de recherche et puis, dans mon département, il fallait rédiger deux études d'envergure dans ce que vous aviez choisi comme domaines de spécialité – deux articles dans les domaines de spécialité. Et j'ai choisi l'histoire du travail comme l'un de mes domaines de spécialité. J'ai écrit mon mémoire sur ce que j'ai appelé L'interaction sociale et l'histoire du travail, avec pour sous-titre L'organisation sociale de l'attention. Je

commençais par parler des éthologues qui étudiaient le comportement du regard, le comportement du regard des primates en petits groupes. J'ai réinvesti ces études dans mon travail sur l'invention de l'organisation de l'usine et le contrôle de l'attention.
Et j'ai toujours tenu à définir l'économie de l'attention comme ce que nous faisons maintenant, dans cet entretien par Zoom : c'est une affaire de regard, souvent à plusieurs. Par exemple, nous regardons l'écran, notre attention se concentre sur l'écran – notre attention visuelle. C'est bien entendu un phénomène réel, à l'évidence – et ce n'est pas une bonne chose que nous regardions des écrans toute la journée… Mais encore faut-il mettre cela en parallèle avec une logique économique. Et c'est là que l'on fait erreur. Le fait que notre attention soit sollicitée par l'écran est un effet, non une cause. Et c'est là que l'idée d'économie de l'attention s'effondre. Le fait que notre attention soit hypnotisée, les phénomènes dit d'addiction, tous ces phénomènes sont les effets d'une cause, tout comme la désinformation. Notre vulnérabilité à la désinformation est un effet d'une cause.
Or la cause de ces effets est la logique économique que j'appelle le capitalisme de surveillance, avec ses lois d'airain et ses impératifs économiques. Et l'effet, c'est que le surplus comportemental est maximisé par une plus grande mobilisation de l'attention. Ainsi, le surplus comportemental – la maximisation de l'extraction du surplus comportemental – est un impératif économique. Les économies d'échelle sont un impératif économique.
La mobilisation de l'attention est seulement un moyen d'atteindre cet objectif. Ici aussi, en réfléchissant au surplus comportemental plutôt qu'à l'économie de l'attention, on s'aperçoit que d'énormes volumes de surplus comportementaux sont extraits à notre insu, sans que nous en ayons conscience et, surtout, sans que nous y prêtions attention. Et c'est pourquoi j'appelle cela « capitalisme de surveillance » : c'est parce que cela doit se produire d'une manière qui nous est cachée pour être efficace. Si nous le savions, nous y résisterions.

Vous venez de mentionner les « économies d'échelle » et, dans le livre, vous passez de ce concept assez familier aux « économies de gamme » (*economies of scope*) et aux « économies d'actions ». De quoi s'agit-il dans ces deux derniers cas ?
Le principe est que la dynamique du capitalisme de surveillance est orientée vers la collecte de la totalité des données, parce que la totalité des données mène à une certitude parfaite. On a vu que le capitalisme de surveillance avait mis en place des usines de calcul, traitant le surplus comportemental, pour en tirer quoi ? Des produits de prédiction (*predictive products*). Ces produits de prédiction sont vendus sur des marchés à terme comportementaux (behavioral futures markets). Je les ai aussi appelés « marchés à terme humains » (human futures markets) parce que ce sont des marchés qui négocient des contrats à terme humains, tout comme nous avons des marchés pour négocier des contrats à terme sur la poitrine de porc ou sur le pétrole ou sur le blé. Alors, qu'est-ce qui se vend sur ces marchés à terme humains ? Eh bien, en gros, on vend de la certitude. C'est à cela que les programmes de prédiction aspirent : des résultats fiables pour vendre de la certitude. Quelles sont donc les dynamiques concurrentielles si vous vendez de la certitude, si vous concurrencez l'incertitude ?
Tout d'abord, vous avez besoin de beaucoup de données, parce que l'I.A. s'améliore avec l'échelle. Plus les algorithmes ont de données, meilleurs ils sont. Ensuite, il faut de l'envergure, toute une large gamme de données diverses entre elles, parce qu'il faut du volume mais aussi de la variété. Ces deux aspects sont en fin de compte assez faciles à comprendre. C'est effrayant de comprendre ce qu'est vraiment la variété et ce qu'est le volume de tout cela, parce que c'est tellement vaste. Mais on voit quelles sont les économies d'échelles (en extension) et de gamme (en diversité).
Les économies d'action nous font sortir de la métaphore du web et des écrans, pour nous faire entrer dans le monde, à savoir nos maisons, nos voitures, nos villages, nos villes, nos parcs, nos restaurants, nos cafés, etc. Il est de plus en plus difficile d'y échapper à la surveillance.

La concurrence pour la certitude devient un domaine toujours plus intrusif. Elle apprend à influencer notre comportement, non seulement à observer mais à intervenir activement dans le cours de nos vies ordinaires et à les régler en s'y insinuant de diverses manières – indices subliminaux, nudges, dynamiques de comparaison sociale artificielles, microciblages psychologiques, gamification, récompenses et punitions en temps réel. Tout cela, ce sont des techniques, des mécanismes utilisés sur le web et en dehors du web, dans le monde physique, pour influencer notre comportement, pour pousser notre comportement dans une certaine direction. Cela maximise la certitude, cela maximise les résultats attendus des prédictions et devient donc plus lucratif dans la compétition pour la certitude. Il s'agit donc d'un tout nouveau domaine, qui relève d'économies d'actions.

On pourrait vous objecter que ces dispositifs d'influence ne datent pas des années 2000, mais remontent à bien plus loin.
Les gens me disent en effet souvent : « Nous avons de la publicité persuasive depuis le milieu du XIXe siècle. Il n'y a rien de nouveau làdedans». Ce genre de choses me rend folle, parce que c'est la rengaine « plus ça change, plus c'est la même chose ». Mais non, ce n'est pas « la même chose » ! Il faut être attentif aux circonstances matérielles toujours changeantes dans lesquelles la vie humaine se déploie. Et ces circonstances matérielles produisent un changement qualitatif, et pas seulement quantitatif, dans les conditions d'existence. Il est très dangereux de dire « Oh, ce n'est que de la persuasion ». Nous disposons maintenant d'une infrastructure numérique ubiquitaire qui imprègne nos vies en ligne et nos vies dans le monde réel. Et cette infrastructure omniprésente peut être mobilisée pour influencer notre comportement, nos attitudes, nos pensées, nos sentiments. Et cela est absolument sans précédent.
C'est pourquoi je parle de la naissance d'un pouvoir instrumentarien, en essayant d'expliquer pourquoi nous ne le comprenons pas et combien il est essentiel pour nous de le comprendre. Parce que c'est une nouvelle forme de pouvoir et qu'il s'inscrit dans nos sociétés, dans nos vies et dans notre politique. En effet, ces économies d'action, la capacité à l'échelle d'utiliser ces mécanismes – indices subliminaux, dynamiques de comparaison artificielles, microciblages psychologiques, etc. –, d'utiliser ces mécanismes et de les réorienter à des fins politiques, c'est précisément ce que nous avons vu avec Cambridge Analytica. Cela a fait peur à tout le monde. C'est ce que nous avons vu se produire – nous le savons à présent – lors de la campagne de Trump en 2016, et cela a peut-être fait la différence lors de l'élection de Trump en 2016. C'est cela, les mécanismes et les méthodes inventés par le capitalisme de surveillance et la compétition pour la certitude, réquisitionnés par des agents politiques, axés sur des objectifs politiques, qui pourraient bien être responsables de la présidence de Trump.

Outre les usages politiques des technologies de surveillance, j'aimerais revenir brièvement sur la nature du capitalisme dont il est question ici. Quel est son lien avec les développements récents de la finance, et avec ce que des analystes comme Randy Martin ont appelé « la financiarisation de la vie quotidienne ».
S'il n'y avait pas eu de financiarisation, je ne suis pas sûre que le capitalisme de surveillance aurait pu voir le jour. La financiarisation a grandement participé à insinuer dans la mentalité humaine l'idée selon laquelle le capitalisme tournerait moins autour de la vente de biens et de services que sur des activités complètement dérivées – sur des sortes de produits dérivés, des valeurs plus abstraites, dérivées de vrais produits et services. En effet, c'est à ce moment-là que les entreprises ont commencé à gagner de l'argent non plus sur leurs produits, mais sur le financement de leurs produits. Les entreprises ont commencé à gagner de l'argent non plus grâce à leurs services, mais grâce à leurs investissements de portefeuille dans des produits financiers – ce qu'elles pouvaient se permettre grâce au capital généré par leurs services. Voilà

comment la financiarisation nous a appris à penser la capitalisation comme étant intrinsèquement parasitaire et dérivée.
Le capitalisme de surveillance va plus loin dans cette voie. Toute la logique d'accumulation – la richesse s'accumulant effectivement dans le capitalisme de surveillance – est entièrement dérivée, entièrement parasitaire. Cela commence par un surplus comportemental arraché à notre expérience. Notre expérience, en tant que telle, n'a aucun intérêt pour le capitalisme de surveillance. Guérir ma maladie, cela n'a aucun intérêt. Les capitalistes de surveillance veulent juste savoir ce que je cherche sur le web au jour le jour. M'aider à obtenir un prêt hypothécaire équitable, cela n'a aucun intérêt. Ils veulent seulement savoir le travail que j'ai fait pour essayer d'obtenir un prêt hypothécaire. Qu'est-ce que j'ai cherché ? Et comment cela se combine-t-il à mes données démographiques, à mon crédit et à mes achats ? Ils font tout cela en créant des profils sur moi. Mais personne ne revient en arrière pour dire : « Hé, laissez-moi vraiment vous aider à obtenir un prêt hypothécaire honnête pour vous et votre famille. » Cela n'a absolument aucun intérêt pour eux. C'est pourquoi je parle de surplus comportementaux « arrachés » : ce qui reste derrière, c'est la carcasse de nos vies présentes. C'est comme prendre l'ivoire d'un éléphant. Ce qui reste, c'est moi et ma vie avec tous mes problèmes et mes difficultés.
Quand Henry Ford a inventé le modèle T, il essayait en fait de résoudre des problèmes de la vie réelle de vraies personnes (des gens qui voulaient une voiture au prix qu'ils étaient en mesure de payer – des agriculteurs et des commerçants). Certes, Henry Ford était une personne horrible : il était antisémite et misogyne, et il était détestable à bien des égards. Mais le capitalisme industriel fondé sur la production de masse s'est étendu dans le monde entier parce qu'il résout les problèmes réels de gens réels. C'est ce dont Schumpeter a fait l'éloge.
À présent, le secteur de la Tech reprend une expression de Schumpeter, celle de « destruction créative », et s'en sert comme insigne d'honneur pour son activité parasitaire. Alors qu'en fait Schumpeter ne parlait pas seulement de « destruction créative ». Schumpeter parlait de mutations économiques qui, selon sa propre théorie, profitent à tout le monde, donc augmentent la classe moyenne, augmentent la prospérité des gens ordinaires : c'est ce qui définit la mutation économique dans son esprit. Or ce n'est pas du tout ce qu'a fait le capitalisme de surveillance – dont le modèle de profit est parasitaire en ne s'intéressant qu'aux produits dérivés
de nos expériences personnelles.

Que dites-vous aux défenseurs de Google qui pourraient dire : « OK, Google extrait mon surplus comportemental pour profiter de ses produits dérivés, mais il me rend aussi un service réel : lorsque je fais une recherche, je peux trouver quelque chose facilement. Henry Ford a produit des voitures et Google produit une capacité d'accès à des informations pertinentes sur l'énorme quantité de données sur Internet » ?
Henry Ford a produit des voitures – et maintenant nous avons le réchauffement climatique ! Autrement dit : nous avons des *externalités*. Cela aurait pu être différent, mais nous devons maintenant faire face à ces externalités. Tout ce que nous avons sera remis en question pour compenser ces externalités. Maintenant, pour être juste envers Ford, il n'avait aucune idée de tout cela, nous n'avions pas la science du climat, donc il ne l'a pas fait exprès.
Google nous permet de faire des recherches Internet et c'est formidable, mais cela s'accompagne aussi d'externalités. Cependant, contrairement à Henry Ford, nous savons maintenant identifier ces externalités. Nous connaissons les externalités provenant de concentrations de connaissances sans précédent, provoquant des concentrations de pouvoir sans précédent – générant un pouvoir que j'appelle « instrumentarien ». Nous connaissons les objectifs visant à remplacer la démocratie par une gouvernance informatique, par une gouvernance algorithmique. Nous avons déjà bien vu cela, dans de nombreux cas, et ce n'est qu'un début. Nous connaissons les objectifs de la modification des comportements. Nous voyons les effets de la désinformation, nous voyons les effets de l'addiction. Nous en voyons

les effets chez nos enfants : diminution de l'identité, de la capacité de jugement moral indépendant. Nous sommes face à ce chaos. Dans mon pays, en ce moment, le chaos dans lequel nous nous trouvons à l'approche de cette élection très importante est dû à 100 % aux externalités du capitalisme de surveillance.
Ma réponse à cela est donc : faisons des recherches sur Internet, et utilisons les réseaux sociaux, faisons-le, faisons appel à la technologie numérique – mais faisons-le sans les externalités du capitalisme de surveillance. Utilisons la technologie numérique d'une manière qui réponde réellement à nos problèmes, qui subvienne aux besoins des gens et qui réponde aux véritables besoins sociaux. Pas cette activité parasitaire dans laquelle toutes ces prédictions qui sortent des usines de calcul sont centrées sur moi, mais pas pour moi. Elles sont vendues à un groupe restreint d'entreprises clientes qui parient sur mon comportement futur afin d'améliorer leurs revenus et leurs profits.
Vous avez donc ces marchés qui profitent de mes problèmes et qui parient sur mon avenir. Vous avez les entreprises de la Tech, les capitalistes de la surveillance qui profitent de ma vie sans y contribuer. Et vous avez les investisseurs qui bénéficient de la capitalisation boursière, la capitalisation boursière construite sur ces opérations parasitaires, fondamentalement illégitimes. Il y a donc un groupe restreint de personnes qui s'enrichissent, et le reste d'entre nous qui observe cette concentration croissante de connaissances, de richesses et de pouvoir, en se disant « Mais qu'est-ce qui se passe ici ? Et nous, alors ? »

Comment nous émanciper de ce pouvoir instrumentarien et extractiviste, qui profite de l'exploitation de nos expériences personnelles en générant des externalités funestes ? Autrement dit, quel agenda politique émane de votre analyse du capitalisme de surveillance ?
Il semble parfois n'y avoir aucun espoir, mais ce n'est pas le cas. La première chose à savoir, c'est que le capitalisme de surveillance n'a que vingt ans. La démocratie est plus ancienne. La raison pour laquelle le capitalisme de surveillance a connu un tel succès depuis vingt ans est qu'il n'y a pratiquement pas eu de loi pour lui faire obstacle. À la marge, un peu ici et là, dans quelques pays, le RGPD (règlement général sur la protection des données) a pu être un vague obstacle, comme certains ont pu le penser : mais c'est juste un début, et certainement pas une fin. Nous n'avons donc pas vraiment eu de loi pour faire obstacle au capitalisme de surveillance. Si nous avions vraiment pris des mesures en ce sens ces vingt dernières années et que nous étions toujours dans cette situation, je serais beaucoup plus pessimiste. Mais ce n'est pas le cas. Mon point de vue est le suivant : qu'il s'agisse de l'antitrust ou du RGPD, nous n'avons pas encore le type de lois et de paradigmes de réglementation (de chartes, des droits et de structures institutionnelles) dont nous avons besoin pour rendre cet avenir numérique compatible avec la démocratie. Et cela veut dire que nous n'avons pas les outils, les outils juridiques dont nous avons besoin pour suspendre et interdire les mécanismes clés du capitalisme de surveillance. Il est donc essentiel de comprendre ces mécanismes, car, une fois qu'on les a compris, la perspective de les suspendre et de les interdire n'est pas aussi écrasante.
Par exemple, j'ai soutenu que les marchés qui font le commerce de l'avenir humain (*markets that trade in human futures*) devraient être illégaux. Les marchés qui font le commerce d'organes humains sont illégaux. Les marchés qui font le commerce d'êtres humains sont illégaux. Et ils sont illégaux parce que nous savons qu'ils entraînent indubitablement des conséquences néfastes, dangereuses et antidémocratiques. Ils entraînent indubitablement des préjudices qui sont intolérables pour une société démocratique. Et je soutiens que les marchés, le commerce de l'avenir humain, entraînent également des dommages qui sont intolérables pour la démocratie. Nous pouvons donc rendre ces marchés illégaux.
Et si nous le faisons, nous supprimons complètement les incitations financières. Nous éliminons de toute cette sphère ce que j'appelle le « dividende de la surveillance », ce dividende parasitaire.

Et nous disons alors : « Donnez-nous la technologie numérique, mais donnez-nous la technologie numérique sous une forme qui nous respecte, qui respecte notre droit de revendiquer la souveraineté sur notre propre expérience personnelle ».
Du côté de la demande, donc, nous avons ces marchés à terme où il y a des incitations financières qui créent une demande pour les produits de prédiction. Du côté de la demande, il y a donc un moyen d'intervenir et de changer réellement la dynamique. Et si nous le faisions, cela ouvrirait instantanément le paysage concurrentiel à une véritable innovation. Pour tous les gens qui sont là – car il y en a littéralement des centaines dans ma boîte de réception chaque semaine qui ont des idées sur la façon dont nous devrions faire de la recherche et sur la façon dont nous devrions utiliser la technologie numérique pour résoudre toutes sortes de problèmes sans le capitalisme de surveillance –, nous pouvons facilement imaginer le numérique sans le capitalisme de surveillance. En revanche, nous ne pouvons pas imaginer le capitalisme de surveillance sans le numérique. La suspension de ces incitations financières ouvre donc la voie à une nouvelle ère d'innovation numérique. Tant mieux.

Voilà pour ce qui concerne le côté de la demande. Comment peut-on agir du côté de l'offre ?
Le côté de l'offre, c'est celui où l'expérience humaine personnelle est considérée comme matière première gratuite, dont on cherche à extraire des surplus comportementaux. Cette activité que l'on appelle capitalisme de surveillance est conçue pour être secrète, pour nous maintenir dans l'ignorance. Si vous la décrivez à n'importe quel enfant de huit ans, il répondra : « Mais c'est du vol ! » Et il aura raison. Le système actuel est un permis de voler. Les capitalistes de surveillance ont eu le droit de voler, tout l'édifice est construit sur une base illégitime, à savoir nous prendre sans demander. Donc, du côté de l'offre, nous devons définir de nouveaux droits, que j'appelle des droits *épistémiques*.
Depuis que j'ai publié le livre, j'ai beaucoup écrit sur l'égalité épistémique, sur les droits épistémiques, et sur la justice épistémique. Les questions principales sont : *Qui sait ? Qui décide ? Qui décide qui sait ? Qui décide qui décide ?* Ce sont des questions de connaissances, d'autorité et de pouvoir.
Avant le pouvoir instrumentarien, on considérait comme un droit élémentaire le fait que je sois le seul à connaître mon expérience personnelle – et peut-être que je la partage avec un ami, ou avec ma famille, ou avec mon partenaire, mais c'est moi qui décidais. Je savais et je décidais. Et il n'y avait pas vraiment matière à contestation à ce sujet, car la vie humaine était ainsi faite. Les humains ont une vie limitée dans le temps : on mourait, parfois nos vies étaient traduites en histoire ou en mythe, et puis plus tard il restait des photos et des lettres… Le fait de savoir quand décider qui sait ou ne sait pas ne devait pas être codifié en un droit juridique formel.
Mais maintenant, c'est le cas. Les droits sont codifiés dans l'histoire, tout comme le droit à la liberté d'expression a été codifié dans l'histoire. Je veux dire que quiconque est né sans handicap particulier peut parler. Si vous êtes en bonne santé d'un point de vue physiologique, vous pouvez parler. Vous n'avez pas besoin d'un droit à la parole, pas plus que vous n'avez besoin d'un droit de vous lever et de vous asseoir (tant que vous êtes en bonne santé). Mais à un certain moment de l'histoire de l'humanité, à cause de la pression politique, de la nature changeante de la société et nos conditions d'existence, nous avons dû codifier un droit à la liberté d'expression. Et nous l'avons fait.
Maintenant, au XXIe siècle, *nous devons définir un droit qui garantisse à chacun la souveraineté sur son expérience personnelle* – à savoir : je connais et je décide qui connaît mon expérience personnelle. Si je veux que mon expérience personnelle soit traduite en données, et si je veux donner ces données à un groupe qui travaille sur une forme particulière de cancer, ou à un groupe qui cherche à trouver des solutions contre la pauvreté dans mon quartier ou dans ma communauté, ce sont des décisionsque je prends.

C'est là, pour vous, le défi principal de notre époque ?
Tout à fait. Du côté de l'offre, nous avons besoin d'un nouveau droit. Du côté de la demande, nous avons besoin de nouvelles lois et de nouveaux paradigmes de réglementation. Et ces mesures ne sont pas difficiles à mettre en place. Ne pas les mettre en place, ce serait comme si nous étions arrivés à la fin du XXe siècle et qu'il n'y avait pas de lois sur le travail des enfants ; ou bien qu'il n'y avait pas de droit d'adhérer à un syndicat ou de négocier collectivement ; pas de droit de grève ; pas d'institutions qui encadrent les institutions démocratiques, qui encadrent la sécurité des salariés, leurs salaires ; pas d'institutions qui encadrent la sécurité de nos aliments, de nos médicaments, de nos bâtiments, de notre environnement ; pas de filets de sécurité en matière de santé, de retraite et de vieillissement. Imaginez que l'on ait vécu au XXe siècle sans rien de tout cela. Le XXe siècle aurait été un siècle de ténèbres, de souffrance, d'oligarchie, de servitude.
C'est là où nous en sommes aujourd'hui. Nous nous dirigeons vers un avenir numérique sans les protections dont nous avons besoin. Et mon argument est que, Dieu merci, ce n'est pas la fin du XXIe siècle. C'est encore le début. Nombre de ces protections dont nous disposions au XXe siècle ne sont pas apparues avant la troisième et la quatrième décennie. Je suis donc convaincue à présent que cette décennie, la troisième décennie du XXIe siècle, doit être le moment où nous nous attelons à ce travail. Parce qu'une décennie de plus sans protection et sans trouver une nouvelle voie pour l'avenir deviendra très, très difficile – et, j'en ai bien peur, beaucoup plus violente que ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui.
Voici donc mon appel à agir pour les législateurs, pour les citoyens, pour tous ceux qui se soucient de l'avenir de la démocratie : nous devons élaborer un modèle d'avenir numérique qui soit conforme à nos aspirations en tant que démocraties libérales. Et nous n'avons pas encore fait ce travail.

Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, traduit de l'anglais par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, éditions Zulma, 2020.

Entretien traduit de l'anglais par Clément Duclos.
L'enregistrement audio de cet entretien en anglais est disponible en podcast sur le site de l'EUR ArTeC.

Yves Citton
Professeur de littérature et médias, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis,
co-directeur de la revue *Multitudes*

philosophie MAGAZINE
Pays : FR
Périodicité : Mensuel
OJD : 47227

Date : Octobre 2020
Page de l'article : p.80-81
Journaliste : Ariane Nicolas

LE LIVRE DU MOIS

Pris dans la toile

Par l'exploitation de nos données personnelles, les géants du Web contrôlent et prédisent nos comportements à notre insu. L'enquête vertigineuse de Shoshana Zuboff décrypte les ressorts liberticides de ce pouvoir invisible.

L'Âge du capitalisme de surveillance / Shoshana Zuboff / Trad. de l'anglais B. Formentelli et A.-S. Homassel / Zulma / 720 p. / 24 €

Les outils technologiques censés faciliter notre vie quotidienne sont-ils vraiment à notre service ? Ou représentent-ils une forme de domination, d'autant plus dangereuse qu'elle est presque invisible ? Professeure émérite à Harvard, Shoshana Zuboff livre une enquête vertigineuse sur le pouvoir « *tyrannique* » des machines intelligentes, un pouvoir qui ne dépend pas tant de leur impact sur le présent que de leur capacité à prédire et à orienter nos

© Serge Picard pour PM ; michael-wilson.

Tous droits réservés à l'éditeur

philosophie MAGAZINE
Pays : FR
Périodicité : Mensuel
OJD : 47227

Date : Octobre 2020
Page de l'article : p.80-81
Journaliste : Ariane Nicolas

comportements futurs. Remarqué lors de sa sortie aux États-Unis en 2019, le livre est enfin disponible en français dans une traduction qui fait honneur à la virtuosité de l'original.

Mobilisant une masse colossale de documents, Shoshana Zuboff développe le concept de « *capitalisme de surveillance* » pour décrire ce nouveau modèle économique: « *Le capitalisme de surveillance revendique l'expérience humaine comme matière première destinée à être traduite en données comportementales.* » Les données personnelles que nous disséminons chaque jour (un « J'aime » sur Instagram, une recherche sur Google...) représentent un « *surplus comportemental* » étudié par un bataillon d'algorithmes prédictifs. Ces derniers disposent d'une telle quantité de données qu'ils sont capables d'influencer nos faits et gestes selon les desiderata des annonceurs. Les géants du Web (Google, Amazon, Facebook, Microsoft...) sont ainsi des « *mercenaires de la personnalité* » dont les clients ne sont pas les consommateurs, comme on pourrait le croire, mais les entreprises auxquelles ils vendent leurs prévisions. Le fordisme a fait son temps: la logique de « *l'extraction* » supplante celle de la production. De la santé aux loisirs, tous les domaines de l'existence sont concernés. Un exemple parmi d'autres: le jeu *Pokémon GO*, qui consiste à dénicher des bestioles colorées disséminées dans la ville, guide de fait ses utilisateurs vers des commerces.

L'histoire aurait toutefois pu s'écrire autrement. Loin d'accabler « le numérique » en général, Zuboff identifie les choix humains précis à l'origine de cette triste révolution. Tout commence en 2001 lorsque Google, acculé par ses investisseurs, trahit sa promesse de ne pas recourir à la publicité et monétise son moteur de recherche. Les données personnelles, qui étaient alors des « déchets » de navigation, deviennent une mine d'or: « *Google a découvert que nous avons moins de valeur que les paris de certains sur nos comportements futurs. Cela a tout changé.* » Aujourd'hui, ces firmes en savent davantage sur nous que nous-mêmes. Et cette asymétrie de savoir leur donne un pouvoir « *sans précédent* »: « *Leur connaissance remplace notre liberté.* » Les algorithmes nous privent d'une forme d'autonomie dans l'expression de nos désirs, de nos pensées, de nos jugements. Et malheur aux récalcitrants! « *Sur le module de gestion thermostatique de Google*, raconte l'autrice en guise d'exemple, *si vous refusez que vos données soient partagées, la compagnie cesse de mettre à jour le logiciel. Du coup, vos canalisations risquent de geler.* »

Si Zuboff dénonce avec virulence l'hégémonie du capitalisme de surveillance, on peut se demander si elle ne surévalue pas quelque peu les compétences réelles des algorithmes. Combien de fois avons-nous en effet tiqué devant une publicité ciblée qui n'avait aucune pertinence? Le peu de propositions formulées pour lutter contre ce système aliénant laisse également un goût d'inachevé. Reste que son essai, à la fois dense et mené tambour battant, est une indispensable « *cartographie d'une* terra incognita » qui nomme clairement un danger pour mieux le combattre. **Ariane Nicolas**

Tous droits réservés à l'éditeur

LA LIBERTE
Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 39252

Date : 17 novembre 2020
Page de l'article : p.27
Journaliste : THIERRY RABOUD

Shoshana Zuboff, théoricienne du web désenchanté

Essai » La sociologue américaine consacre un ouvrage majeur, enfin traduit en français, au concept de «capitalisme de surveillance».

Tout avait pourtant bien commencé. Mais l'utopie numérique, portée par des rêves de démocratisation, a fini par sombrer dans le cauchemar. Dans ce siècle connecté, «nous avançons nus», dépossédés de notre liberté, de notre volonté et de notre vie intérieure par une poignée d'entreprises commerciales vouées à ce que Shoshana Zuboff appelle le «capitalisme de surveillance».

Très commentée lors de sa sortie aux Etats-Unis en 2019, son œuvre magistrale, *L'Age du capitalisme de surveillance*, est enfin traduite en français. Dans cette enquête aussi dense que documentée, la sociologue trace les contours de cette récente mutation du capitalisme qu'elle définit en «forme de marché qui revendique l'expérience humaine privée comme matière première dont elle se sert dans des opérations secrètes d'extraction, de production et de vente». Une notion originale, devenue indispensable pour saisir les rouages d'un écosystème technologique capable, à grande échelle, d'influencer et modifier le comportement humain.

Shoshana Zuboff. Michael Wilson

En essayiste, convoquant aussi bien des économistes, des philosophes que des théoriciens technocritiques, Shoshana Zuboff déploie une cartographie précise de ce monde nouveau, depuis l'invention du capitalisme de surveillance par Google en 2001 jusqu'aux récentes interférences des réseaux sociaux dans divers processus électoraux. C'est une longue traversée (quelque 800 pages) portée par l'ambition, remarquable, de mieux saisir ce monstre sans foi, et surtout sans lois. Une absence de cadre juridique qui a permis aux jeunes plateformes numériques de passer du service à la surveillance, jusqu'à imposer un modèle lucratif que l'auteure juge profondément incompatible avec la démocratie.

Passant des villes intelligentes au phénomène *Pokémon Go*, détaillant les différents scandales qui ont émaillé la croissance des GAFAM, l'universitaire américaine met à nu les fonctionnements d'un système impitoyable et asymétrique qui tire sa richesse de notre «surplus comportemental», jusqu'à nous connaître mieux que nous-mêmes. Et de rappeler au passage que la technologie, en tant que telle, n'est pas en cause: le capitalisme de surveillance est une «logique en action» dont les impératifs économiques imprègnent ces technologies. C'est donc «le marionnettiste, non la marionnette» qu'il s'agit de combattre. Shoshana Zuboff, on peut le regretter, n'offre pour cela aucune solution concrète, n'esquisse que peu de propositions. Mais elle permet de «connaître la créature en profondeur» – vu l'opacité de son fonctionnement, c'est déjà essentiel. » THIERRY RABOUD

> **Shoshana Zuboff,** *L'Age du capitalisme de surveillance*, Ed. Zulma, 843 pp.

Tous droits réservés à l'éditeur

Presse écrite

S!lence

Famille du média : **Médias spécialisés grand public**

Périodicité : **Mensuelle**

Audience : **N.C.**

Sujet du média : **Energie-Environnement**

Edition : **Decembre 2021 P.44**

Journalistes : **GF**

Nombre de mots : **98**

Valeur Média : **N.C.**

L'Âge du capitalisme de surveillance

Shoshana Zuboff

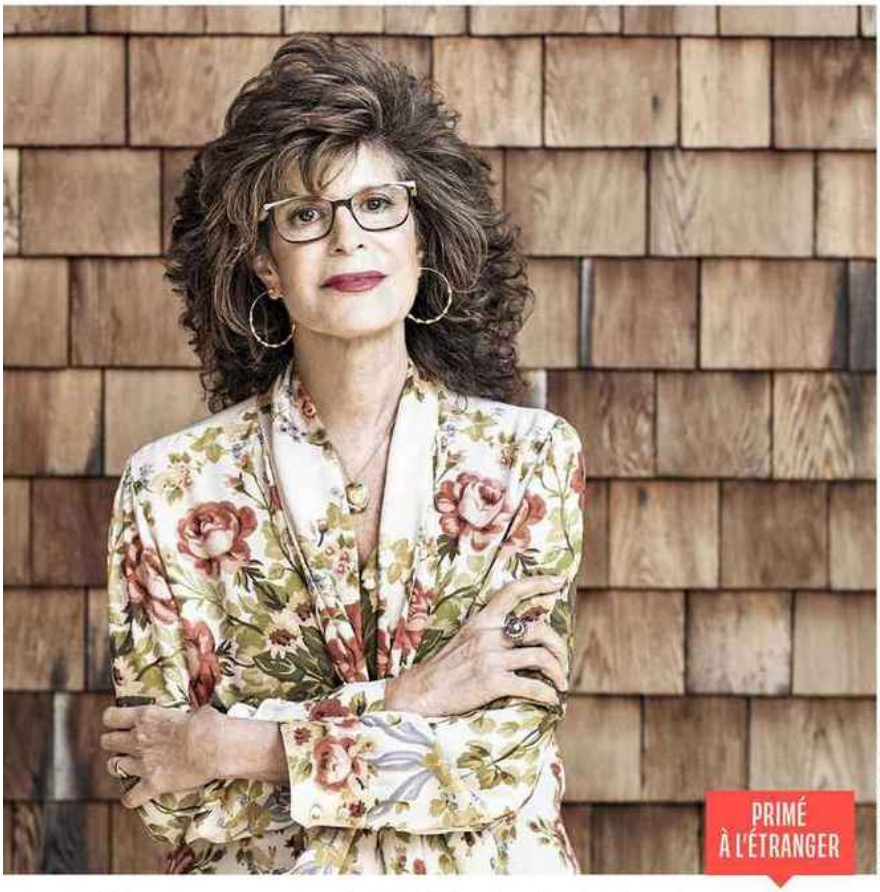
Ou comment le capitalisme industriel, déjà coupable du crime d'écocide, se métamorphose en vampire psychique déterminé à précipiter l'humanité dans l'enfer d'un esclavage mental déguisé en paradis digital plus que jamais pavé de bonnes intentions. Il se pourrait bien que dans l'avenir, lorsque l'état de sidération dans lequel le capitalisme de surveillance plonge aujourd'hui l'humanité aura fait long feu, les agissements criminels dénoncés dans cet ouvrage justifient l'ouverture d'une instruction menant à un procès d'envergure planétaire ! GF

Éd. Zulma, trad. Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, 2020, 844 p., 26,50 €

CISION

Tous droits de reproduction et de représentation réservés au titulaire de droits de propriété intellectuelle.

232826/ZULMA 1408212600503



MICHAEL WILSON-ZULMA

PRIMÉ À L'ÉTRANGER

BIG DATA VOUS REGARDE

Shoshana Zuboff fait l'anatomie de l'économie basée sur la technologie de l'information. Un nouveau capitalisme est né : celui de la surveillance.

ESSAI_ÉTATS-UNIS_15 OCTOBRE

Quand arrivèrent les premiers métiers à tisser mécaniques, lors de la révolution industrielle, les luddites (nommés d'après un supposé Ned Ludd) cassèrent les nouvelles machines parce qu'ils avaient l'intuition qu'elles allaient leur enlever leur travail. Le progrès technique, allié de la croissance économique, élimine les modèles les moins productifs. Cette destruction, selon l'économiste autrichien Schumpeter, est à la fois inéluctable et salutaire car créatrice de nouveaux types d'emplois. Avec la révolution numérique, à la fin du siècle dernier, une aube neuve se levait : l'Internet permettrait des échanges plus fluides et, en plus, gratuits ! Nous serions désormais un seul monde connecté.

Mais le rêve californien tel que vendu par la Silicon Valley semble avoir viré au cauchemar orwellien. Les *geeks* libertaires trop *cool* se sont révélés de redoutables entrepreneurs néo-libéraux contrôlant notre espace intime. Sous couvert de gratuité, les utilisateurs des plateformes et autres réseaux sociaux se voient (sans voir, la « *dépossession* » est indolore) dépouillés de leurs données personnelles. Les Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft et consorts monnayent des informations sur nos vies privées. Nos interactions sur la Toile et agissements impliquant des engins cognitifs (mobiles, caméras de surveillance, capteurs divers et variés) infléchissent quotidiennement nos choix. Vous écrivez un texte sur l'écran, et c'est un deuxième texte, « *texte fantôme* », qui s'écrit sans que vous en ayez conscience. De vos recettes préférées à vos problèmes de peau, de vos conversations politiques à vos photos de vacances… Tout ce qui vous touche est passé au tamis des algorithmes, votre existence entière se retrouve numérisée pour être vendue à des entreprises dont vous êtes les potentiels clients. Dans *1984*. de George Orwell, « *Big Brother vous regarde* », dans la vraie vie c'est « Big Data ». L'auteure de *L'âge du capitalisme de surveillance* Shoshana Zuboff l'appelle « Big Other » : « *Cette marionnette douée de sens, qui se meut grâce aux ordinateurs et au réseau Internet et qui restitue, contrôle, calcule et modifie le comportement humain.* »

Ainsi n'est-ce plus « la main invisible » de la saine concurrence, selon Adam Smith, mais bien le cerveau et le portefeuille des géants du Net, ceux que Zuboff nomme les « *capitalistes de surveillance* », qui, au mépris de la législation anti-monopole et des règles de confidentialité, régissent le marché. La professeure émérite de la Harvard Business School déconstruit ce système omniscient et ubiquitaire. « *Surplus comportementaux* » (la manne informationnelle), « *division de l'apprentissage* » (afin de mieux contrôler)… Elle forge des concepts et fourbit des outils d'analyse pour mieux combattre l'infernal mécanisme au masque convivial et ludique. Shoshana Zuboff n'est pas une luddite, non, elle croit seulement à un progrès au service du vivant, et qui ne se fasse pas au détriment de l'autonomie du sujet. Être critique du présent c'est préparer demain, et préserver « *un avenir humain* ».

Sean J. Rose

SHOSHANA ZUBOFF

L'âge du capitalisme de surveillance

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel

ZULMA

TIRAGE : 6 500 EX.
PRIX : 26,50 € ; 864 P.
EAN : 9782843049262
SORTIE : 15 OCTOBRE 2020

Tous droits réservés à l'éditeur